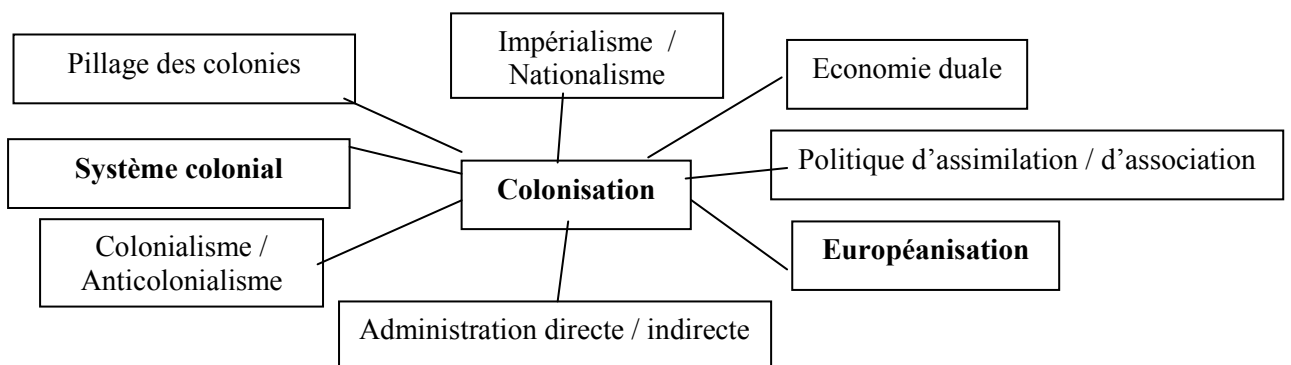
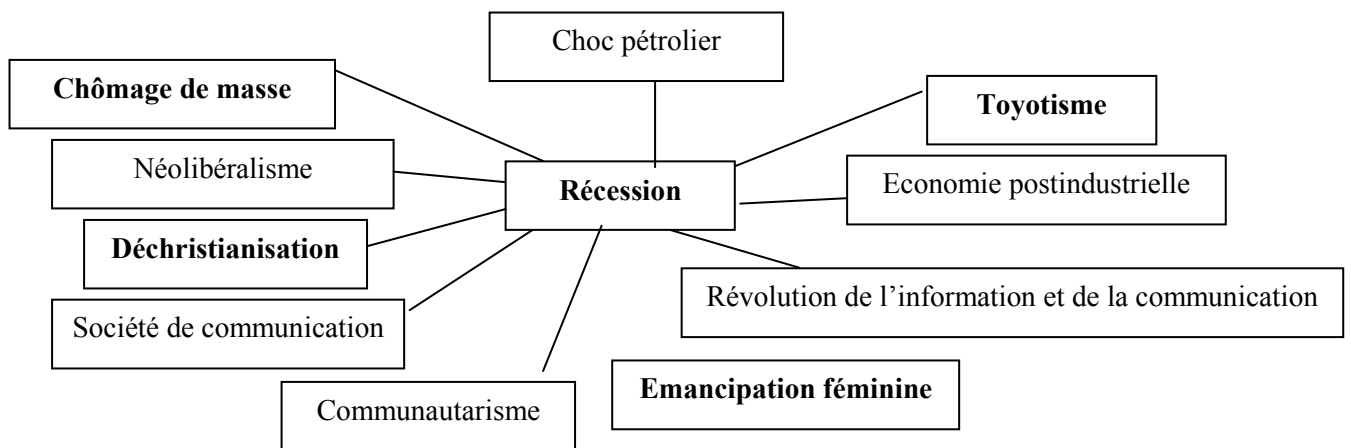
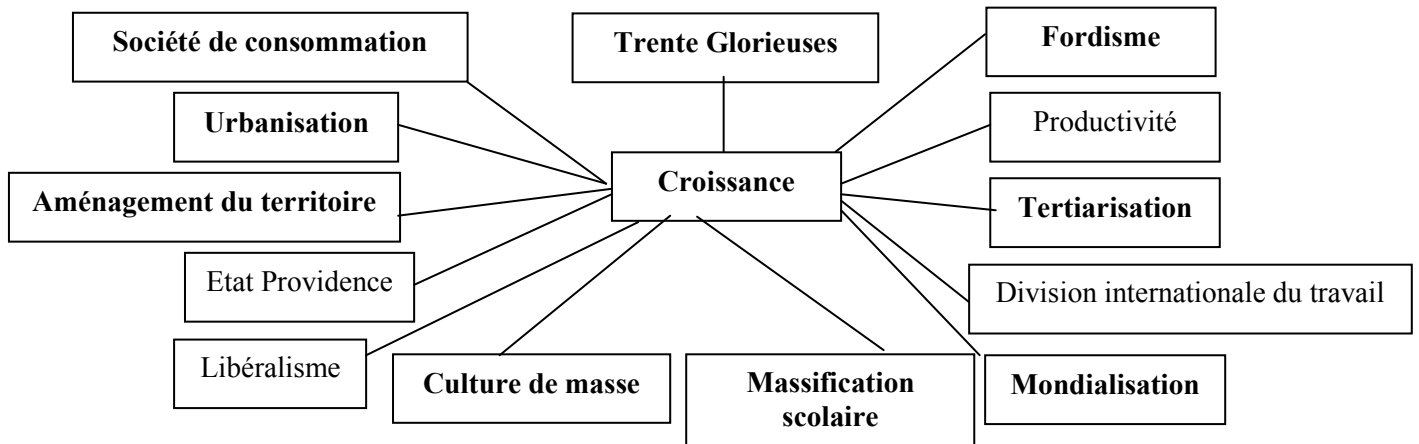
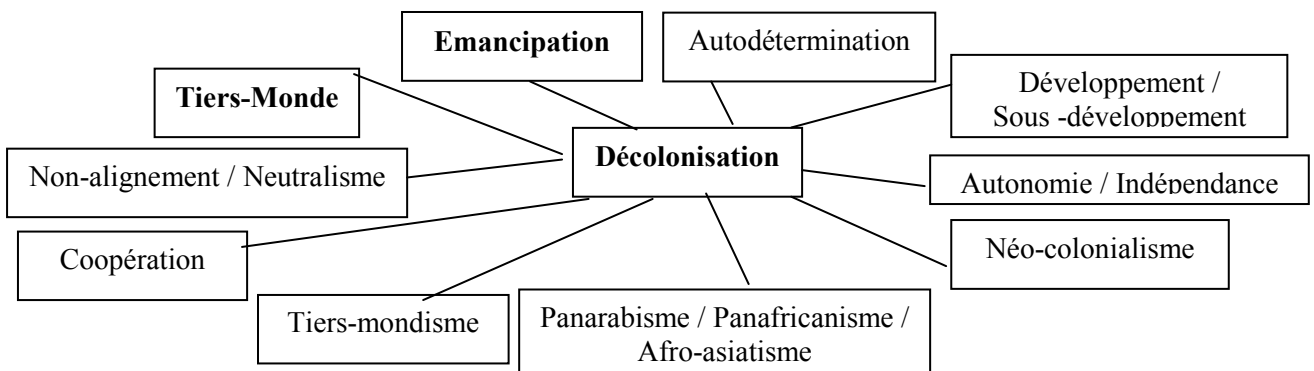
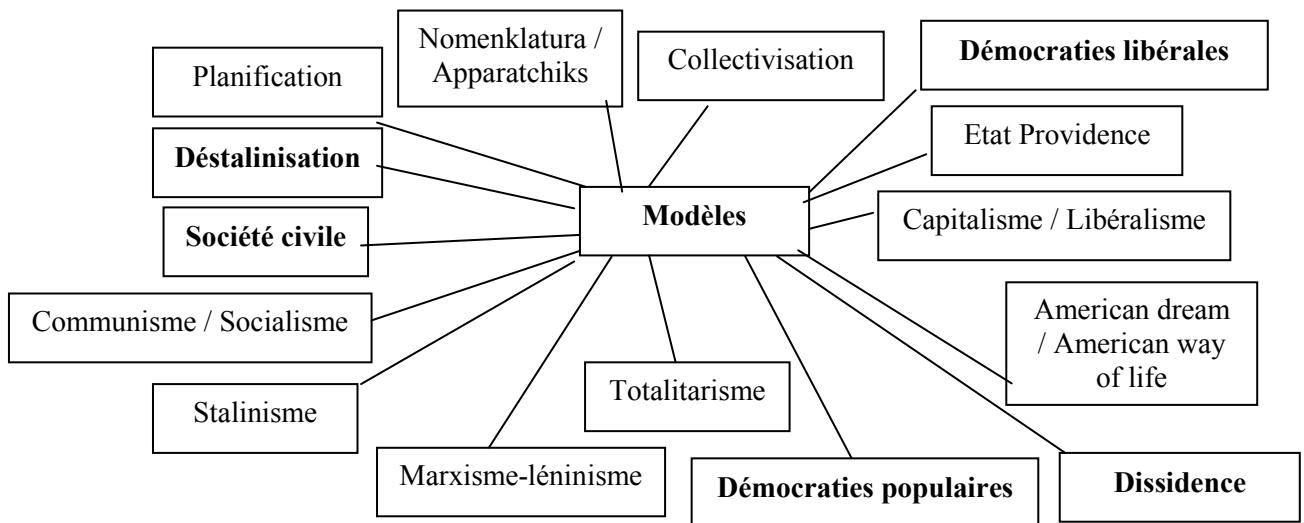
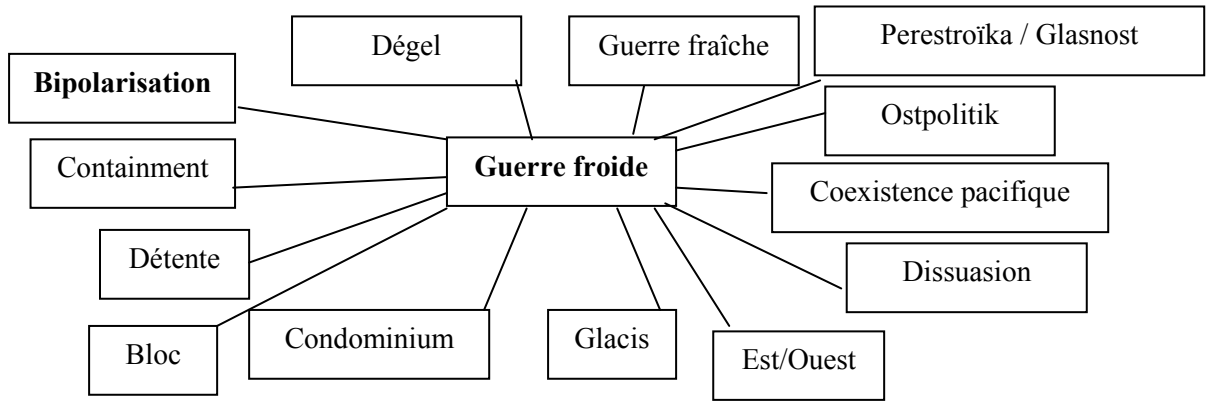


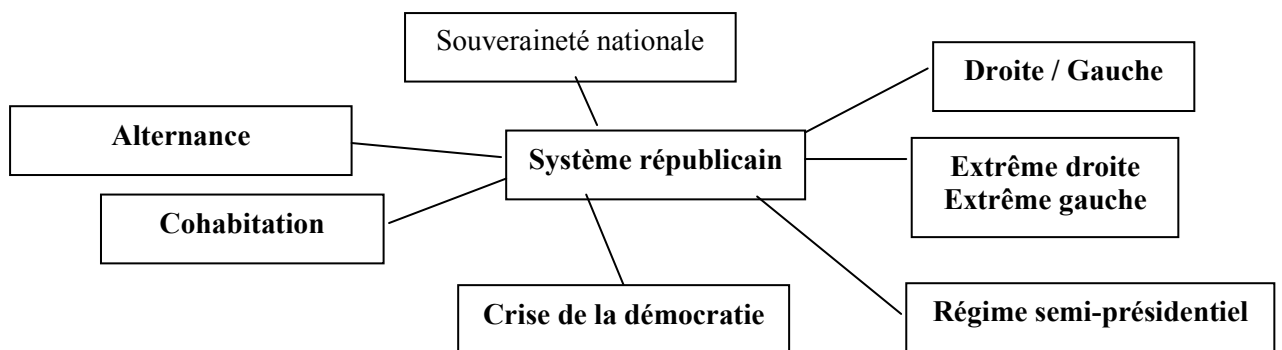
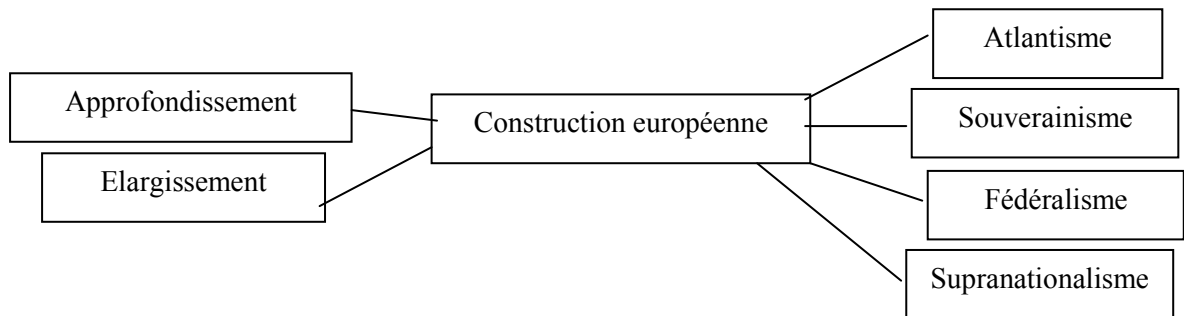
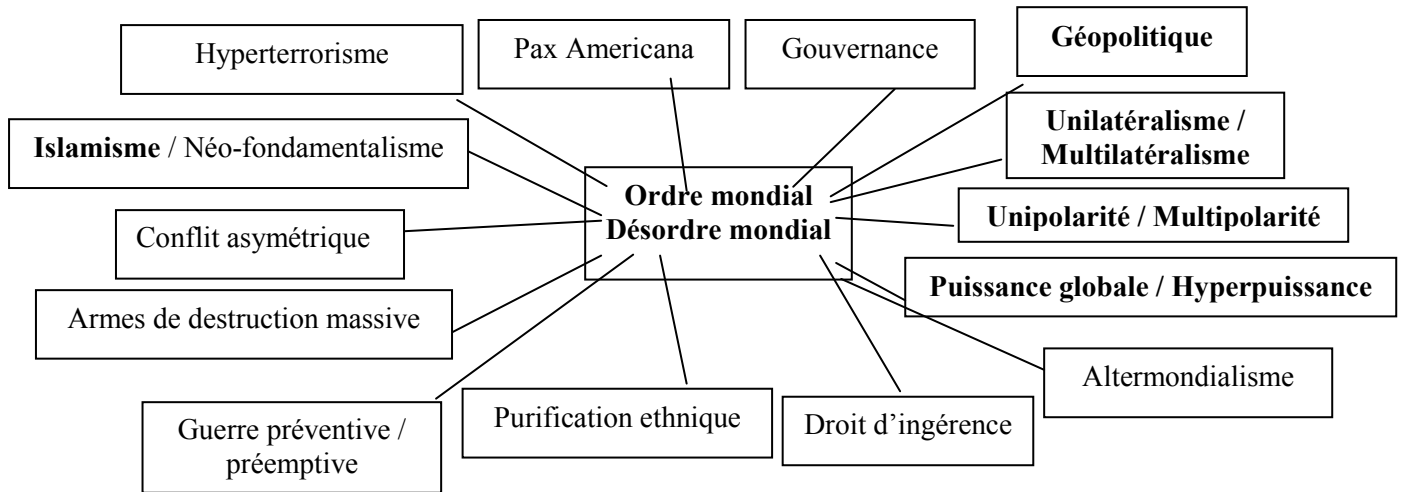
## Lexique historique

Pour organiser le réel et articuler traits communs et singularités, le recours à des termes de vocabulaire ayant valeur synthétique, appelés « notions », est une démarche féconde. Ces notions constituent d'utiles outils d'analyse intellectuelle, pour autant qu'on sache qu'ils condensent une réalité foisonnante et complexe, toujours irréductible par quelque côté. Le programme est construit autour de notions fondamentales qu'il convient de maîtriser afin d'acquérir des outils pertinents, permettant de lire le monde.

**Notions de base (en gras)** et notions secondaires :







## 1. Les notions de base

### **Alternance politique :**

L'alternance politique désigne l'arrivée au pouvoir d'un homme ou d'une équipe politique dont les orientations sont radicalement différentes de celles qui étaient mises en œuvre antérieurement. Ainsi, en 1981, l'arrivée de la gauche au pouvoir a marqué l'alternance par rapport à la droite, « aux affaires » depuis 1958.

**Aménagement du territoire :** Voir Lexique géographique.

### **Bipolarisation :**

L'affrontement idéologique de l'URSS et des Etats-Unis qui entraîne une division du monde en deux camps à partir de 1947.

### **Chômage de masse :**

Un chômeur, au sens du Bureau International du Travail (B.I.T.), est une personne sans emploi à la recherche d'un emploi et disponible pour occuper un emploi. Le taux de chômage est la proportion du nombre de chômeurs par rapport au nombre d'actifs (en %). Le chômage de masse s'installe dans les pays développés à partir de 1975 et devient structurel : on ne peut plus durablement créer des emplois à la mesure de l'offre de travail.

### **Cohabitation :**

En France, partage des pouvoirs à tête de l'Etat entre un législatif et un exécutif issus de majorités différentes. La cohabitation est due en premier lieu à l'existence d'une majorité législative opposée au président, obligé de choisir un Premier ministre et donc un gouvernement qui puissent proposer des projets de lois à l'Assemblée nationale.

### **Colonisation :**

Domination et administration d'un territoire par un Etat étranger.

### **Croissance :**

La croissance désigne une augmentation de la production des richesses (de biens et de services) pendant une période donnée. Le PIB (Produit intérieur brut) et le PNB (Produit national brut) sont deux instruments qui évaluent annuellement la richesse produite. Le taux de croissance économique mesure en pourcentage son évolution d'une année sur l'autre.

### **Culture de masse :**

Culture produite et diffusée par les moyens de communication de masse (presse, radio, télévision, cinéma...), que ces moyens soient publics ou privés, et destinée au plus large public. On l'oppose souvent à une culture « savante » qui serait réservée à une élite.

### **Déchristianisation :**

Recul de la foi chrétienne. On le mesure au moyen de quelques critères comme l'assistance à la messe dominicale ou la participation à la communion pascale, le nombre de baptêmes et des enterrements religieux.

### **Décolonisation :**

Processus d'émancipation des colonies : accès à plus d'autonomie voire à l'indépendance.

### **Démocraties libérales :**

Régime démocratique où la souveraineté populaire, la séparation et l'équilibre des pouvoirs et les libertés fondamentales sont respectées et où existent plusieurs partis politiques. Le système représentatif s'appuie sur le suffrage universel pour désigner les représentants. La démocratie libérale est souvent une République mais peut aussi être une monarchie constitutionnelle.

### **Démocraties populaires :**

Régime politique s'appuyant sur la direction du parti communiste unique, au nom de l'unité du peuple. Nom donné aux régimes satellites de l'URSS après 1945. Le qualificatif de démocraties populaires, à la limite du pléonasm, est utilisé dès 1947 pour glorifier ce nouveau type de régime, appelé au dépassement de la démocratie libérale « bourgeoise » et à l'édification du socialisme. Le temps des démocraties populaires a duré 4 décennies (1948-1989). Aujourd'hui, l'histoire de ces démocraties populaires n'est plus centrée, comme avant,

sur les raisons et le déroulement du passage de ces Etats au communisme en se concentrant sur le parti et ses dirigeants ; elle privilégie plutôt les raisons de la désintégration de cet immense et puissant système en prenant davantage en compte la grande absence de l'histoire des pays communistes, la **société civile**.

**Déstalinisation :**

Remise en cause de la personne, de l'action et du bilan de Staline lancée par Khrouchtchev à partir de 1956.

**Dissidence :**

La dissidence est l'opposition qui, dans les régimes communistes, réclamait l'application réelle des droits de l'homme et de la démocratie, en théorie prévus dans les Constitutions ; elle affirme notamment que le communisme est depuis le début une entreprise criminelle. Elle est contrainte à la clandestinité pour échapper à la répression.

**Droite / Gauche :**

La vie politique de la Ve République a été particulièrement marquée par la bipolarisation c'est-à-dire la domination par deux forces, l'une de droite (RPR, UMP) et l'autre de gauche (SFIO, PS) qui a limité le poids du centre (démocrates-chrétiens, libéraux, radicaux). Cette situation est renforcée par le retrait au second tour des législatives des candidats ayant obtenu moins de 10% des inscrits au premier tour (depuis 1967).

**Emancipation féminine :**

Le processus par lequel les femmes se libèrent d'une tutelle économique et/ou juridique ou d'une oppression morale.

**Européanisation :**

Assimilation d'une partie de la population des colonies aux modes et de vie et à la civilisation européenne.

**Extrême droite / Extrême gauche :**

Une des conséquences du rejet par une partie des citoyens de la domination de deux grandes formations politiques est la montée des partis extrêmes. On parle alors de « vote contestataire ». Cela peut déboucher sur une situation de crise (présidentielles de 2002 avec la présence au 2<sup>nd</sup> tour du candidat du Front National).

**Fordisme :**

Le fordisme est un mode d'organisation du travail mise en place par Henry Ford (1863-1947) dans ses usines automobiles de Détroit. Prolongeant l'œuvre de Taylor, Ford innove en créant le « travail à la chaîne » dès 1913, et en menant une politique de hauts salaires, pour que ses ouvriers puissent acheter ses voitures. Ce modèle s'étend à l'ensemble de l'industrie après la Première guerre mondiale et se généralise après la Seconde Guerre mondiale où il apparaît comme la cause essentielle de la croissance dans les pays développés à économie de marché.

**Géopolitique :** Voir Lexique géographique.

**Gouvernance mondiale ou globale :** Voir Lexique géographique.

**Guerre froide :**

L'expression guerre froide, inventée en 1947, désigne en même temps une période de l'histoire contemporaine (que l'on peut prendre dans son acception large : de la seconde moitié des années 1940 à 1991) et un conflit multiforme, d'intensité variable, dressant l'un contre l'autre deux blocs visant l'extension maximale de leur influence et l'endiguement voire le refoulement de l'adversaire. Cet affrontement ne débouche jamais sur un conflit armé direct.

**Islamisme :**

Des années 1970 au début des années 1990, le projet de l'islamisme politique est de construire, à partir du pouvoir d'Etat, un système politique totalisant, gérant la société et l'économie en s'appuyant sur les fondements de l'Islam et en refusant le pluralisme politique (l'Iran d'après la révolution de 1979). Les analystes concluent à l'échec de ce projet, à l'inflexion des nombreux mouvements représentatifs vers une logique nationaliste et une insertion dans le jeu politique, et au glissement de l'islamisme vers les dynamiques fondamentalistes. On englobe sous cette dernière expression des courants différents, mais qui se meuvent tous dans l'espace de référence de l'oumma : mouvements prédicateurs prônant l'islamisation de la société en se désintéressant de l'action politique explicite, activistes radicaux sans projet de construction de société nouvelle. Laissés pour



l'urbanisation, de l'essor des cités marchandes et de l'extension des « économies-monde », de la baisse du coût des transports et de la circulation des hommes et des biens, de la diffusion du système capitaliste et des progrès du libre-échange, de l'établissement de références à potentiel universel, tout ceci étant inséparable de la monétarisation puis de l'industrialisation. Un tel phénomène entretient un rapport décisif et complexe avec les distances et le temps. Du fait de l'infrastructure contemporaine des technologies de la communication, la mondialisation tend désormais à passer un seuil : celui d'une contraction maximale et inédite de l'espace temps. Voir aussi Lexique de géographie.

### **Mondialisation de la culture :**

La mondialisation de la culture est une expression désignant plusieurs phénomènes : la diffusion dans le monde de pratiques culturelles originaires du monde entier, la croissance des échanges mondiaux de biens culturels, et un processus d'uniformisation culturelle.

Cette tendance est un trait ancien du XXe siècle, nettement accentué aujourd'hui. Ce constat s'appuie sur des réalités inégalement mesurables : la capacité qu'ont des entreprises de fabriquer et de diffuser des produits culturels à une échelle mondiale, l'acquisition ou au moins la connaissance par des millions de gens des dits produits, l'homogénéisation des références et des pratiques culturelles, déjà induite par les progrès du cinéma, de la radio et de la télévision et le développement des satellites de communication depuis la décennie 1960. Existe-t-il aujourd'hui une culture-monde ? Si la tendance n'est pas niable, on sait qu'elle est inégalement à l'œuvre et qu'elle rencontre des résistances tout autant qu'elle induit un métissage culturel créatif. L'enjeu, qui ne se limite pas à l'industrie du divertissement, est en tout cas majeur et se traduit par des affrontements et des compromis périodiques. Dès les années 1970, lors de discussions menées dans le cadre de l'UNESCO, des pays du Tiers-Monde demandent que l'on pose les bases d'un « nouvel ordre de la communication ».

### **Multilatéralisme :**

Système de relations internationales où les décisions ne sont pas impulsées par un acteur unique, mais par une multiplicité d'acteurs dont chacun doit tenir compte de la position des autres. Le multilatéralisme est un mode possible de gouvernance du monde.

### **Multipolarité :**

La remise en cause, à partir du milieu des années 1970, de la **bipolarisation**, avec l'apparition de nouveaux acteurs.

### **ONU :**

Organisation des Nations Unies, organisation internationale, tenant son mandat de la Charte des Nations unies signée à San Francisco le 26 juin 1945, qui remplaça la Société des Nations et dont les buts sont le maintien de la paix et de la sécurité mais aussi une coopération tendant à résoudre les problèmes internationaux d'ordres économique, social et culturel et à développer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Dans cette perspective, des institutions et des services spécialisés sont rattachés à l'ONU tels que l'UNESCO, l'UNICEF, le FMI, la BIRD.... Bloquée par le système du veto pendant la **guerre froide**, l'ONU s'affirme à nouveau depuis mais se heurte notamment à l'unilatéralisme américain. Cette institution est en passe d'être réformée (mais non sans difficultés).

### **Ordre mondial :**

Les États-Unis sont à l'origine du concept d'ordre mondial fondé sur des normes juridiques. L'initiateur en est Wilson avec les « quatorze points » repris en 1919 au moment de la création de la SDN. Jusqu'à cette date, les relations internationales obéissaient à la Realpolitik basée sur des considérations de rapport de forces et sur des possibilités concrètes sans influence idéologique. L'ordre mondial wilsonien ne dure pas, d'emblée fissuré lorsque le Sénat américain ne ratifie pas le projet, il s'effondre sous les coups de boutoir d'Hitler et des militaires japonais. L'idée d'un ordre mondial universel est reprise après la Seconde Guerre Mondiale avec la création de l'*ONU*. Le rôle des États-Unis est alors déterminant. La **guerre froide** l'empêche de fonctionner et il faut attendre 1991 pour que George Bush senior utilise l'expression de nouvel ordre mondial reposant sur « un nouveau partenariat des nations ».

**Puissance globale :** Voir Lexique géographique (**superpuissance**).

### **Récession :**

Les économistes parlent de récession lorsqu'une croissance négative est enregistrée durant deux trimestres consécutifs. Plus généralement, on utilise le terme de récession pour désigner un ralentissement brutal de l'activité économique et de la prospérité. Il se définit autour de quatre paramètres : baisse du PNB, inflation,

solde des échanges extérieurs négatifs, accroissement du chômage. Pour autant, la production continue d'augmenter à la différence d'une situation de dépression. S'oppose à expansion.

### **Régime « semi-présidentiel » :**

Un régime semi-présidentiel est un régime où les pouvoirs de l'exécutif sont grands mais pas sans contrôles. L'assemblée peut par exemple imposer une situation de cohabitation.

### **Société civile :**

Cette expression est employée aujourd'hui par opposition au monde des professionnels de la politique pour désigner les personnes qui jouent un rôle de décideur dans la société sans pour autant jouer un rôle politique. Elle désigne plus largement l'ensemble des structures sociales indépendantes de l'État, tout en entretenant avec lui des rapports inévitables. Pendant la période de mise en place des démocraties populaires elle est soumise à une volonté de désagrégation et très contrôlée durant les années qui suivent, la société civile reprend une marge d'autonomie à partir des décennies 1960 et surtout 1970. Familles, communautés rurales, cercles religieux et intellectuels, associations professionnelles, groupes défendant l'application de la « troisième corbeille » des accords d'Helsinki, ensembles théâtraux et musicaux, entreprises parallèles, réunions de savants ou de militants écologistes, etc. offrent des espaces de mise à distance, de débat, parfois de contestation.

### **Société de communication :**

Société fortement marquée par la Révolution de l'information et de la communication, liée aux TIC, technologies de l'information et de communication (Internet, fibres optiques, satellites, téléphonie mobile...). Le croisement des télécommunications et de l'informatique a permis l'essor des nouvelles "technologies de l'information et de communication" dont les effets dans l'organisation spatiale des sociétés se font d'ores et déjà sentir à travers : l'essor du télétravail (travail à distance de l'ensemble des acteurs d'une production) ; les délocalisations d'activités de service (centres d'appels) et les téléservices ; le processus de filialisation des sociétés transnationales ; etc.. De nouvelles formes de mobilités et de localisations sont ainsi produites. Dans la sphère industrielle, l'Internet, les réseaux d'entreprises intranets et extranets, les réseaux de télécommunication privés (virtual private network), permettent le travail collaboratif à distance, la délocalisation d'activités de type back office, l'externalisation de tâches de gestion (infogérance) et ils facilitent l'implantation de filiales à l'échelle internationale.

### **Société de consommation :**

Société des pays développés où la raison d'être principale est l'acquisition de biens matériels ou de services sans cesse renouvelés. Les ménages peuvent aussi disposer de biens durables en abondance.

### **Système colonial :**

Modes d'administration et d'exploitation économique importés par les Européens lors de leur implantation dans les territoires coloniaux.

### **Système républicain ou régime républicain :**

Système politique attaché à la *Res publica*, c'est-à-dire à la chose publique de l'État. Les grands principes républicains sont la liberté, la soumission de tous à la loi et l'égalité des citoyens qui exclut tout privilège. Un système républicain se définit par sa constitution et sa pratique.

### **Tertiariation :**

Accroissement du secteur tertiaire dans la répartition de la population active. Très hétérogène, le secteur tertiaire désigne toutes les activités de commerce et de services c'est-à-dire de prestations pour les individus, les entreprises et les collectivités publiques. A la différence du commerce, les services ne transfèrent pas une marchandise mais un savoir et un travail. Le tertiaire va des activités traditionnelles, comme les services aux particuliers, aux activités de pointe et de commandement. On sépare le tertiaire marchand soumis à la loi du marché du tertiaire non marchand, généralement gratuit et non soumis à la loi du marché.

### **Tiers-Monde :**

Quand Alfred Sauvy l'utilise pour la première fois (France-Observateur du 14 août 1952), par analogie avec le tiers état, le terme revêt une double signification : géopolitique (un ensemble distinct des pays occidentaux et des pays communistes) et socio-économique (les pays pauvres en recherche de développement). Le succès de ce néologisme est immense, du fait de sa charge symbolique et de sa vocation englobante. Au long des années 1950 à 1970, l'expression offre matière à débat, notamment quand elle désigne en bloc les « pays décolonisés », la



voie neutraliste ou la concentration des difficultés, alors que ces recouvrements ne sont que partiellement exacts. Cela nous rappelle qu'il y a une histoire de l'utilisation de ce type de concept.

**Toyotisme :**

Le toyotisme est un mode de production postérieur au **fordisme** basé sur l'automatisation, la polyvalence des ouvriers (en opposition au taylorisme), l'intéressement des salariés, le développement de la qualité et une production déterminée par la demande et les commandes (juste-à-temps, flux tendus permettant d'économiser la gestion des surplus ; à l'inverse du fordisme qui part de l'offre et de la production). Cette nouvelle organisation de la production est née chez Toyota dans les années 1970.

**Trente glorieuses :**

Expression utilisée par l'économiste Jean Fourastié en 1979 pour qualifier les trois décennies (1945-1973) de forte croissance économique.

**Unilatéralisme :**

Actions diplomatiques et militaires menées de façon autonome par un Etat, sans aval de la communauté internationale.

**Unipolarité :**

La remise en cause, à partir du début des années 1990, de la **bipolarisation** et de la **multipolarité**, avec l'effondrement de l'URSS et la domination des Etats-Unis.

**Urbanisation :**

Processus de croissance de la population urbaine et d'extension des villes ; on la mesure par le taux d'urbanisation, c'est-à-dire le rapport entre la population urbaine et la population totale.

## 2. Les notions secondaires

*Administration directe* : seuls les natifs de la métropole exercent le pouvoir dans la colonie. Dans un grand nombre de cas, le pouvoir est confié à un gouverneur qui administre directement la colonie. Celui-ci dispose de pouvoirs importants et s'entoure de fonctionnaires coloniaux. Les colonies sont considérées comme des provinces métropolitaines, elles sont administrées directement par des fonctionnaires coloniaux. Dans ce cas, souvent l'objectif annoncé est l'assimilation, à plus ou moins long terme, des populations autochtones.

*Administration indirecte* : l'administration, au niveau des villages, des provinces est laissée aux autorités locales (toujours sous contrôle, bien sûr). L'association politique consiste à maintenir les institutions locales et traditionnelles et à s'appuyer sur elles pour administrer les territoires colonisés. En principe, cette politique est préférée par les Anglais et les Hollandais car elle permet d'économiser les frais de gestion et de ne s'intéresser qu'à l'exploitation commerciale et économique. Cette politique ne reflète pas une considération particulière pour les autres civilisations, mais au contraire un certain mépris : les Britanniques estiment que leur civilisation est inaccessible pour les peuples qu'ils dominent et par conséquent l'assimilation est impossible. Mais il faut noter que ces structures, après la seconde guerre mondiale rendront plus facile la décolonisation.

*Afro-asiatisme* : dès 1947 une conférence réunit à New Delhi des représentants de 25 pays d'Asie qui dénoncent le fait colonial (en 1949 l'Égypte et l'Éthiopie rejoignent ces Etats). L'« afro-asiatisme » regroupe les Etats récemment décolonisés autour d'un programme anticolonialiste et anti-occidental. En 1954, Nehru entreprend de patronner une conférence des pays libres d'Asie et d'Afrique incluant la Chine : elle se tient en avril 1955 à Bandung, en Indonésie, sous la présidence de Soekarno.

*Altermondialisme* : courant de propositions visant à modifier les règles sur lesquelles se fonde le processus de mondialisation. Il est animé par des associations et par des groupes d'intérêts divers à travers le monde (écologistes, syndicats paysans, associations civiques, etc.).

*American dream* : la fascination pour les perspectives qu'offre la société américaine : l'ascension sociale rapide (*self made man*) et un *way of life* qui semble accessible à tous.

*American way of life* : le mode de vie américain caractéristique des années 1950, citadin (plutôt suburbain du fait de la résidence en banlieue), confortable au plan matériel (maison individuelle, automobile, électroménager) même s'il est en quelque sorte standardisé, avec un accès facilité à l'éducation.

*Apparatchiks* : « hommes d'appareil » en russe. Fonctionnaires salariés par le PCUS, ils assument des responsabilités et font fonctionner le régime communiste. Ils sont les garants de la ligne politique officielle, qu'ils font respecter tout autour d'eux, et ils représentent une force d'inertie contre toute réforme.

*Approfondissement* : processus d'intégration européenne passant par une harmonisation des politiques et par des transferts de compétences des Etats en faveur des institutions communautaires. L'*élargissement* de la Communauté européenne relève simplement de la multiplication des partenaires répondant à certains critères (démocratie et économie libérales) alors que l'approfondissement sous-entend une accentuation du processus d'intégration au sein de la Communauté existante.

*Arc des crises* : expression utilisée au départ par le conseiller de Carter, Zbigniew Brzezinski. Elle désigne aujourd'hui la région s'étendant des Balkans au Pakistan, et englobant le Moyen-Orient.

*Armes de destruction massive* : les « armes de destruction massive » (ADM) sont les armes destinées à frapper de grandes concentrations de troupes ou de populations civiles. Elles peuvent être nucléaires, chimiques ou biologiques (bactériologiques). Depuis la fin de la guerre froide, le risque de prolifération nucléaire horizontale demeure. Le nombre d'États soupçonnés de posséder l'arme nucléaire ou des programmes avancés augmente. Aux 5 États qui possèdent officiellement l'arme nucléaire (Etats-Unis -5000, Russie-5000, France-400, Royaume-Uni-300, Chine-300), s'ajoutent désormais des États qui possèdent l'arme nucléaire sans le déclarer (Inde, Pakistan, Israël, Corée du Nord) et des États sur lesquelles pèsent de fortes présomptions de détention (Iran). La dissémination des armes chimiques et biologiques pose aussi problème. C'est une technologie beaucoup moins sophistiquée que le nucléaire ; ce sont donc prioritairement les ADM des pays pauvres (Iran, Libye).

*Atlantisme* : durant la guerre froide, attitude de soutien et de fidélité à l'égard des Etats-Unis de la part des pays d'Europe occidentale engagés dans l'alliance atlantique. Les Allemands de l'Ouest en sont les meilleurs représentants après la première crise de Berlin. En France, les adversaires de la IV<sup>e</sup> République utilisent ce terme de manière plus polémique pour mettre en doute l'indépendance des gouvernements.

*Autonomie* : statut d'un pays qui reste sous souveraineté étrangère mais qui obtient la responsabilité des affaires intérieures.

*Baby boom* : forte reprise de la natalité dans des populations sortant d'une période de crise ou de guerre. Désigne surtout la forte augmentation des naissances qui a suivi la Seconde Guerre mondiale et qui s'étend jusqu'aux années 1960.

*Bipolarisation* : à l'intérieur d'un pays, situation où la vie politique voit s'affronter deux grands partis ou deux grandes coalitions (en général, de droite et de gauche).

*Bloc* : un ensemble de pays qui partagent une idéologie commune et sont liés entre eux par des accords politiques, économiques et militaires. Chaque bloc se forme autour d'une grande puissance. On parle, pendant la guerre froide, de relations Est/Ouest.

*Bretton Woods (système de)* : système mis en place par les accords signés aux Etats-Unis, en juillet 1944, entre les représentants de 44 Etats, créant un nouveau système monétaire international pour l'après-guerre (SMI) dans lequel le dollar constitue une monnaie de réserve convertible en or et où les taux de change sont fixes. Ce système est officiellement abandonné en 1976, à la conférence de la Jamaïque.

*Capitalisme* : système économique fondé sur la propriété privée des moyens de productions et d'échanges, ayant pour moteur la recherche du profit et pour mode de fonctionnement la concurrence et la loi du marché. Le capitalisme est libéral si l'Etat n'intervient pas. Il est concurrentiel si les entreprises sont suffisamment nombreuses pour éviter toute entente ou tout monopole.

*Choc pétrolier* : déséquilibre économique brutal produit par l'augmentation du prix du pétrole brut. L'élévation brutale du prix du baril de pétrole (le prix est multiplié par 8 entre 1973 et 1979) provoque de fortes tensions inflationnistes à l'échelle internationale. Les chocs pétroliers de 1973 et de 1979 ont des causes politiques (guerre du Kippour et Révolution iranienne). Ils ne sont qu'un des éléments d'explication de la crise économique des années 1970 et 1980.

*Coexistence pacifique* : période de rapprochement entre l'Est et l'Ouest commencée avec la déstalinisation (1956). Si elle ne fait pas disparaître la guerre idéologique, la coexistence pacifique permet le développement de relations plus ouvertes entre les Etats-Unis et l'URSS (concertation ; échanges ; négociations sur les armements...).

*Collectivisation* : suppression de la propriété individuelle qui est mise entre les mains de la collectivité.

*Colonialisme* : défense de la colonisation, perçue comme bénéfique à la fois pour la métropole et pour les colonies.

*Colonie* : territoire dominé et administré par un Etat étranger. Les colonies d'exploitation ont pour vocation de fournir à la métropole matières premières ou denrées alimentaires. Les colonies de peuplement supposent une importante immigration destinée à mettre en valeur le territoire.

*Communautarisme* : mouvement d'isolement volontaire d'un groupe d'individus autour d'identités spécifiques (religieuses, sexuelles, générationnelles, culturelles) qui ne se satisfont pas pleinement des valeurs ou des modes de vie dominants.

*Communauté française* : structure de coopération créée par la Constitution de 1958 en remplacement de l'Union française de 1946. Elle associe la République française et ses possessions extra-métropolitaines (DOM-TOM, Algérie) et 12 Etats autonomes (les anciens territoires de l'AEF, de l'AOF et Madagascar). Le droit à l'indépendance est reconnu à chacun de ces Etats, ce qui permet à la Guinée de faire immédiatement sécession. Plusieurs institutions l'organisent sous la présidence du chef de l'Etat français. L'indépendance des Etats africains en 1960 supprime de fait la Communauté.

*Communisme* : étroitement lié à l'œuvre du théoricien Karl Marx, qui en est le véritable fondateur, le communisme dénonce l'exploitation de l'homme par l'homme, appelle les prolétaires à se mobiliser contre la classe dirigeante bourgeoise et à détruire le capitalisme par la révolution. Son objectif final est la création d'une société sans classe et sans Etat, assurant une parfaite égalité entre tous.

*Condominium (ou duopole)* : (du latin cum, « avec », et dominare, « dominer ») : accord entre deux partenaires pour dominer ensemble et exclure des décisions importantes les autres puissances. C'est le cas des Etats-Unis et de l'URSS dans les années 1970 par exemple.

*Conflit asymétrique* : affrontement entre une puissante armée constituée et un groupe militaire qualifié généralement de « rebelle » ; c'est le cas par exemple en Tchétchénie ou dans un autre genre le conflit entre Israël et la Palestine

*Constitution* : ensemble des textes écrits fondamentaux qui établissent la forme d'un gouvernement, les relations entre celui-ci et les citoyens, et les droits et devoirs de ces derniers.

*Construction européenne* : création de liens entre Etats et élaboration progressive d'une communauté européenne.

*Containment* : « endiguement ». Doctrine définie en mars 1947 par le président américain Truman visant à empêcher toute nouvelle extension du communisme dans le monde.

*Course aux armements* : compétition pour la fabrication ou la possession d'armes les plus sophistiquées. Ce fut surtout le cas des deux Grands pendant la Guerre froide (France et Royaume-Uni se contentant de suivre). Par la suite, de nombreux autres acheteurs (voire producteurs) sont apparus, notamment au Moyen-Orient. Cette course peut même déboucher sur la prolifération nucléaire et le trafic d'armes de destruction massive.

*Crime contre l'humanité* : notion juridique élaborée par le tribunal international de Nuremberg (1945-1946) qui s'applique à « l'extermination », « la réduction en esclavage », « la déportation pour des motifs politiques, raciaux ou religieux ». Le crime contre l'humanité a été proclamé imprescriptible.

*Crime de guerre* : ce sont les violations des lois et des coutumes de la guerre (mauvais traitements infligés aux

prisonniers et aux civils, exécutions sommaires, travaux forcés, pillages, destructions ou dévastations sans motifs militaires).

*Culture cultivée (ou savante)* : culture basée sur des vecteurs tels que l'enseignement secondaire et supérieur, les livres, les revues de haute vulgarisation, les expositions, etc.). Elle est mise en concurrence et relativisée par la critique des hiérarchies dont est porteur l'esprit de 1968. Même si les éditions de poche permettent une diffusion élargie de la littérature, les Français lisent moins. En 1980, la mort de Jean-Paul Sartre, maître à penser de toute une génération avide de contestations, symbolisa le déclin des grands systèmes de pensée.

*Culture jeune* : La « culture jeune » apparaît dans les années 1960 et se définit surtout par opposition avec la génération précédente, celle des « croulants » et du triptyque « métro-boulot-dodo ». Elle veut être une sorte de contre-culture en rupture avec les valeurs traditionnelles (religieuses, familiales, culturelles). Les jeunes adoptent pour s'émanciper de leurs aînés des codes vestimentaires (jeans) et un langage distinctifs (fondé notamment sur l'anglais), ils ont leurs propres rites et leurs héros (ou idoles), essentiellement des groupes de rock (Johnny, Sylvie et les autres). La culture jeune est en effet une culture consumériste de l'image et du son, la culture écrite étant peu à peu supplantée par la culture audiovisuelle. Le rôle croissant de la télévision explique aussi en partie la place croissante du sport dans la culture des jeunes et la fascination qu'exercent sur eux les footballeurs (qui culmine avec la victoire de l'équipe française « black-blanc-beur » lors de la coupe du monde de 1998).

*Culture urbaine* : culture particulière à la ville, surtout portée par les jeunes et fortement marquée les loisirs et les arts de la rue.

*Décentralisation* : transfert d'une partie du pouvoir et des compétences de l'Etat central vers les autorités régionales ou locales. Les États fédéraux connaissent cette forme d'organisation. La France l'expérimente depuis 1982 (loi Defferre). Lorsque la décision finale reste entre les mains du pouvoir central, on parle d'une simple « déconcentration ».

*Dégel* : la période de relatif apaisement entre les États-Unis et l'URSS après la mort de Staline en 1953.

*Démocratisation de l'enseignement* : la volonté politique d'une démocratisation de l'enseignement vise l'accès de tous à l'éducation et à la réussite scolaire, indépendamment de l'origine sociale. Elle se concrétise par tout un ensemble de mesures : la construction d'établissements (collèges, puis lycées), la part grandissante du budget consacrée à l'éducation.

*Désindustrialisation* : la réduction de la part de l'industrie et des emplois industriels dans l'économie d'un pays.

*Destinée manifeste* : l'idée développée dès 1848 (John Lee O'Sullivan suite à l'annexion du Texas) qui oblige les Etats-Unis envers les autres pays du monde.

*Détente* : période (1962-1975-79) marquée par un dialogue Est-Ouest et la signature de traités portant sur les armements. Elle ne signifie pas la fin des conflits dans le monde et est très liée au choix de la *dissuasion*.

*Dislocation des cultures closes* : disparition des cultures propres aux terroirs et aux groupes socioprofessionnels (comme les cultures ouvrière et paysanne) du fait de l'uniformisation de la société.

*Dissuasion* : situation d'équilibre réel ou relatif des forces qui dissuade l'adversaire de commettre une agression dont il sait qu'elle sera payée en retour de destructions insupportables (cf. dissuasion entre les Etats-Unis et l'URSS par « l'équilibre de la terreur »).

*Division internationale du travail (DIT)* : spécialisation de pays ou de zones géographiques selon leurs avantages comparatifs dans des productions économiques qui alimentent les échanges mondiaux. La répartition des tâches se fait entre les pays du Nord (centres économiques dominants), les pays émergents (sous-traitants du fait des moindres coûts de main-d'œuvre) et les PED (fournisseurs de matières premières ou d'énergie). La mondialisation encourage cette division par la baisse des tarifs douaniers, les différentiels de salaires et les contacts commerciaux à grande échelle.

*Djihad* : la « lutte sacrée » qui veut que le premier devoir de tout musulman est de protéger l'Islam contre ses ennemis. Il s'agit bien sûr d'une interprétation du Coran : dans ce livre sacré, le djihad peut être vu comme la lutte intérieure que doit mener tout musulman contre son égoïsme et ses instincts, contre tout ce qui l'écarte du chemin de Dieu. Pour les islamistes, ce code de conduite passe par la guerre et le terrorisme puisque l'homme le plus libre est le martyr, celui qui a donné sa vie en se battant pour sa religion. Ils encouragent donc les « soldats de Dieu » (les moudjahiddins) à l'usage de la violence et de la force.

*Doctrine Brejnev* : doctrine dite « de la souveraineté limitée », selon laquelle la souveraineté des pays du bloc soviétique est soumise aux intérêts du communisme, déterminés par Moscou.

*Doctrine Jdanov (1947)* : doctrine soviétique selon laquelle le monde est divisé en deux camps, l'un « impérialiste et antidémocratique », représenté par la domination américaine, l'autre « démocratique et anti-impérialiste », regroupant derrière l'URSS les pays communistes d'Europe, les mouvements communistes du monde entier et les peuples encore colonisés.

*Doctrine Truman (1947)* : Volonté politique des États-Unis d'« endiguer » le communisme (arrêter son expansion).

*Droit d'ingérence* : l'expression de « droit » ou de « devoir d'ingérence » est apparue à la fin des années 1980

sous la plume de Mario Bettati, professeur de droit international public à l'Université Paris II, et de Bernard Kouchner, l'un des fondateurs de Médecins sans frontières. Ils voulaient s'opposer, selon l'expression du second, à « la théorie archaïque de la souveraineté des États, sacralisée en protection des massacres ». Le droit d'ingérence pose comme principe que la nécessité de secourir les populations en détresse transcenderait les règles juridiques traditionnelles et devrait permettre d'intervenir dans les affaires intérieures d'un État. Il s'agirait donc, pour l'ONU particulièrement, d'intervenir dans les affaires intérieures d'un État, lorsque la communauté internationale juge que les droits de l'homme ou la situation humanitaire de la population sont mis en péril. L'ingérence est cependant contraire au principe de souveraineté nationale inscrit dans l'article 2 de la Charte de l'ONU.

*Économie de marché* : forme particulière d'une économie d'échanges, qui s'oppose à « l'économie planifiée ». Dans le cadre du système capitaliste, l'économie de marché est soumise en principe à la seule loi de l'offre et de la demande, l'ensemble des interventions des agents économiques devant réguler spontanément le marché.

*Economie de prédation* : voir Pillage des colonies

*Économie dirigée* : économie dans laquelle l'État encadre l'activité économique.

*Economie duale* : L'économie coloniale s'est superposée à l'économie traditionnelle, lorsqu'elle existait, et a débouché sur la mise en place d'une économie duale.

*Économie postindustrielle* : économie dans laquelle le secteur tertiaire a dépassé le secteur industriel (qui reste cependant un moteur de la prospérité). Cette situation est, depuis une quarantaine d'années, celle des pays les plus développés.

*Elargissement* : processus d'intégration de nouveaux États membres à la Communauté européenne (+3 en 1979, +1 en 1981, +2 en 1986, +3 en 1995, +10 en 2004).

*Équilibre de la terreur* : la parité des moyens de destruction par l'arme nucléaire dans le but d'éviter tout risque d'agression mutuelle.

*Espace Schengen* : espace défini par l'ensemble des États européens signataires des accords de Schengen (en vigueur depuis 1995) à l'intérieur duquel est autorisée la libre circulation des personnes.

*Est/Ouest* : voir Bloc

*État-providence ou Welfare State* : expression qui désigne l'extension de l'intervention de l'État dans le domaine économique et social. Celui-ci est responsable de la croissance économique qu'il doit réguler (politique conjoncturelle) et du bien être social qu'il doit assurer (redistribution de revenus, prestations sociales). Dans un sens plus restreint, cette expression désigne uniquement l'intervention de l'État dans le domaine de la protection sociale (l'État intervient pour protéger les individus contre les risques liés à l'emploi, la vieillesse, la santé et à la famille).

*Eurosceptiques* : ceux qui contestent l'approfondissement de l'Union européenne au nom de la défense de la souveraineté.

*Exception culturelle* : conception défendue par la France au GATT et à l'OMC selon laquelle les biens culturels doivent faire exception à la libéralisation des échanges mondiaux et peuvent légitimement être soutenus et protégés.

*Exclusion* : phénomène social qui place une partie de la population en marge du travail, de la consommation, voire des bénéfices de l'État providence. Le chômage est au cœur de ce processus depuis 1975.

*Fédéralisme* : système politique dans lequel le gouvernement central d'un État partage avec les gouvernements des collectivités qui forment cet État les diverses compétences constitutionnelles : législation, juridiction et administration. Dans le cas de la construction européenne, il s'agit de la volonté pour un État-nation d'abandonner certaines de ses compétences propres au profit de l'Union.

« *Fin des paysans* » : Les gains de productivité ont profondément modifié la structure de la population active ; la mécanisation et la motorisation de l'agriculture ont entraîné un effondrement du nombre des paysans. En 1967, paraît un livre évocateur : les transformations sont telles que le sociologue Henri Mendras évoque la « fin des paysans », c'est-à-dire la fin d'un mode de vie.

*Fracture sociale* : marginalisation croissante d'une partie de la population : RMistes, SDF, jeunes peu formés, femmes isolées, immigrés

*Francophonie* : ensemble des populations ou des territoires qui utilisent le français comme langue native ou de communication.

*Génocide* : crime de masse commis pour faire disparaître un groupe humain sur des motifs ethniques ou religieux. La Shoah (« catastrophe » en hébreu) désigne l'extermination des juifs.

*Ghettoïsation* : le processus de séparation d'une catégorie de la population du reste de la société. Il touche, à partir des années 1970, les banlieues qui concentrent des populations défavorisées, à majorité immigrée.

*Glacis* : le terme géostratégique désignant pour l'URSS, à partir de 1945, l'Europe orientale qui constitue une zone tampon qu'elle place sous tutelle, afin de protéger ses frontières.

*Glasnost* : « transparence ». L'un des deux mots d'ordre de la nouvelle politique lancée en URSS par M. Gorbatchev à partir de 1985 (voir *Perestroïka*). Selon Gorbatchev, c'est la « publication d'informations sincères

et véridiques » par les médias soviétiques, pour en finir avec l'apathie de la population. Pour lui, cette « transparence » doit servir la perestroïka et n'implique pas la liberté d'information.

*Goulag* : *Glawnoje ouprawlenie lagerej*, direction des camps de travail forcé soviétiques et, par extension, l'ensemble des camps administrés depuis le début des années 1930 et jusqu'à la fin des années 1950 par le ministère soviétique de l'Intérieur. Entre 1934 et 1953, de quinze à vingt millions de personnes - détenus de droit commun et politiques - sont incarcérés dans les camps du Goulag.

*Guerre fraîche* : période de relance de la *Guerre froide*, qui fait suite à la *Détente* et à la fragilisation des deux blocs au milieu des années 1970. Elle dure moins de 10 ans.

*Guerre préventive / préemptive* : il s'agit d'un type complètement nouveau initié par les Etats-Unis ; à partir du moment où un faisceau de présomptions existe contre un Etat, l'intervention militaire est possible et même souhaitable.

*Helsinki (accords d')* : accords signés en 1975 entre 33 Etats européens des deux blocs (dont l'URSS) auxquels se sont joints les Etats-Unis et le Canada, qui proclament la nécessité de respecter en Europe les souverainetés, les frontières des Etats et les droits et libertés des populations.

*Hyperterrorisme* : le terrorisme est un mode de revendication basé sur la terreur et la violence. Il est souvent issu d'une relation déséquilibrée entre deux protagonistes et le fait d'individus plus ou moins isolés. L'hyperterrorisme désigne la multiplication des actions terroristes liée à l'émergence de nouveaux acteurs choisissant ce mode d'action face aux grandes puissances. Le terrorisme à grande échelle se développe : les attentats de New-York du 11 septembre 2001 font plus de 3000 victimes. Après avoir touché l'Afrique (Nairobi au Kenya en 1998, 250 morts ; Djerba en Tunisie en 2002 ; Casablanca en 2003) et l'Asie (Bali en Indonésie en 2002, 200 morts ; Riyad en 2003), le phénomène s'est répandu à l'Europe (Istanbul en 2003 ; Madrid en 2004, 200 morts ; Londres en 2005). Les actes terroristes les plus récents montrent toute la difficulté d'y faire face. Si le terrorisme ne peut-être combattu qu'avec des moyens policiers ou militaires, la communauté internationale doit aussi le comprendre pour s'attaquer aux racines de ce fléau.

*Idéologie* : ensemble structuré d'idées visant à expliquer le monde et à organiser la société.

*Impérialisme* : volonté d'expansion et de domination d'un peuple ou d'un Etat sur d'autres peuples ou Etats. L'impérialisme peut revêtir diverses formes (politique, militaire, économique, culturel, etc.). Il ne remet pas nécessairement en cause l'indépendance politique des pays dominés ; ces derniers peuvent conserver leur gouvernement.

*Indépendance* : l'acquisition de la souveraineté totale pour un pays anciennement dominé.

*Individualisme* : le mode d'existence qui tend à privilégier l'intérêt particulier (réussite professionnelle, famille, amis et l'épanouissement personnel).

*Institutions* : organismes (Etat, Parlement, etc.) visant à concrétiser et à maintenir les principes fondamentaux et les règles exposés dans une Constitution.

*Intégrisme* : le terme apparaît, au début du XXe siècle, au sein de l'Eglise catholique française, pour désigner la tendance opposée au modernisme et à l'ouverture de l'Eglise. Il désigne aujourd'hui une conception rigide d'une religion propre aux plus conservateurs qui exclut toute adaptation du dogme ou des pratiques culturelles et tout accommodement avec le modernisme.

*Interventionnisme* : le fait pour un Etat d'intervenir militairement à chaque fois que ses « intérêts vitaux » sont en danger.

*Kominform* : bureau d'information des partis communistes. Créé en septembre 1947 pour coordonner l'action des partis communistes dans le monde, il fut l'instrument du contrôle des démocraties populaires par Moscou : ainsi l'exclusion de la Yougoslavie du Kominform en 1948 entraîne la mise au ban de Tito du camp communiste. Dissous en 1956.

*Laïcité* : principe selon lequel l'Etat est neutre en matière religieuse ; il garantit le libre exercice des cultes sans les reconnaître ni les subventionner.

*Libéralisme* : doctrine politique appelant à l'élargissement maximal des libertés individuelles, notamment dans le domaine économique (limitation des interventions de l'Etat aux domaines « régaliens » : armée, justice, monnaie). Les théories économiques libérales se sont imposées dans le monde depuis la fin des années 1970.

*Marché unique* : l'Acte unique de décembre 1985 prévoit la création d'un Marché unique au 1er janvier 1993, c'est-à-dire « un espace sans frontières dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes et des capitaux est assurée ». Ceci suppose un énorme travail d'harmonisation des législations nationales.

*Marxisme-léninisme* : doctrine officielle de l'URSS et des pays communistes, synthèse des idées politiques de Marx et de Lénine. Cette idéologie souhaite instaurer une société idéale, « communiste », où classes et capitalisme sont supprimés, et qui doit permettre à chacun de vivre selon ses besoins.

*Melting pot* : idée selon laquelle les immigrants se fondraient dans un « creuset » assimilateur aux Etats-Unis. Ce mythe fondateur est très controversé (voir les émeutes de Los Angeles en 1992), et remplacé par le multiculturalisme (Salad bowl).

*Mobilité* : voir Lexique géographique.

*Mondialisation de la culture* : Expression désignant plusieurs phénomènes : la diffusion dans le monde de pratiques culturelles originaires du monde entier, la croissance des échanges mondiaux de biens culturels et enfin un processus d'uniformisation culturelle.

*Nationalisation* : la mesure qui consiste pour l'État à devenir le propriétaire d'une entreprise, par rachat ou confiscation, pour la soustraire au capital privé et la mettre à la disposition de la nation.

*Nationalisme* : la doctrine mettant en avant les éléments susceptibles de fonder un sentiment d'appartenance commune à une nation (une même histoire, une même langue, une même religion, etc.).

*Négationnisme* : courant idéologique cherchant, contre toute évidence, à nier l'existence de chambres à gaz dans les camps d'extermination nazis et allant parfois jusqu'à nier l'existence même du génocide des juifs et des Tziganes. Les négationnistes se présentent comme des « historiens révisionnistes » (révisant l'histoire).

*Néo-colonialisme* : expression utilisée pour dénoncer les nouvelles relations entre les pays riches et les anciennes colonies maintenant, sous couvert d'assistance économique, une relative domination des premiers sur les secondes.

*Néo-fondamentalisme* : Le fondamentalisme désigne la volonté de préserver les traditions alors que le néo-fondamentalisme est un extrémisme religieux qui prône une application stricte des textes fondateurs par la communauté des musulmans (l'oummah). Ce néo-fondamentalisme s'accompagne souvent d'une mise en cause des références anciennes (cas des talibans ou de jeunes des pays occidentaux critiquant les conceptions religieuses de leurs parents). Dire que les discours néo-fondamentalistes n'expriment pas un projet politique ne doit faire oublier, ni qu'ils traduisent nombre de frustrations dues à des situations nationales (corruption, despotisme, injustice sociale), ni qu'ils s'inscrivent dans la dynamique anti-impérialiste, exprimée dans un langage religieux différent du tiers-mondisme des années 1950-1960. Le néo-fondamentalisme regroupe des courants différents : mouvements prédicateurs prônant l'islamisation de la société en se désintéressant de l'action politique explicite, activistes radicaux sans projet de construction de société nouvelle. Laissés-pour-compte de l'échec de l'islamisme politique, souvent partie prenante des djihad d'Afghanistan, de Tchétchénie, des Philippines, etc., les radicaux refusent toute logique nationale et se font les défenseurs d'une communauté musulmane déterritorialisée, sans attache nationale. En recherche de modèles, ils se reconnaissent volontiers dans la figure d'Oussama Ben Laden ; symétriquement, les États-Unis, du fait de leur politique au Proche-Orient, des frustrations qu'ils ont pu engendrer et du symbole culturel qu'ils incarnent, sont devenus pour eux l'adversaire absolu.

*Néolibéralisme* : des économistes libéraux tels Friedrich von Hayek et l'École de Vienne contestent la priorité donnée à la consommation et préconisent un retour au libéralisme économique des XVIIIe et XIXe s. prônant une intervention la plus faible possible de l'État dans l'économie : laisser jouer le mécanisme des prix, privatiser au maximum. Certains, avec Arthur Laffer, pensent réduire le déficit budgétaire en diminuant les impôts.

*Neutralisme* : refus des pays nouvellement indépendants de s'aligner sur l'un des deux blocs.

*Nomenklatura* : en russe, ce mot désigne à l'origine des listes (des nomenclatures) de postes que l'on ne peut occuper dans l'appareil d'État ou dans la production sans l'accord préalable des échelons correspondants du Parti. Ces postes réservés aux responsables communistes permettent d'avoir d'importants privilèges. Par extension, le terme de nomenklatura désigne donc, non les fonctions, mais les personnes qui peuvent les exercer, c'est-à-dire l'ensemble de la bureaucratie constituée par les cadres privilégiés d'URSS ou des autres pays socialistes.

*Non-alignement* : mouvement parmi les pays en développement refusant la **bipolarisation** du monde et la tutelle des deux Grands. Apparu lors de la conférence de Belgrade (1961) à l'initiative de Nehru (Inde), de Nasser (Égypte) et de Tito (Yougoslavie), il avait d'abord une dimension politique (généraliser la décolonisation et faire émerger une troisième voie afin de préserver la paix) puis a pris une dimension économique. Les antagonismes internationaux s'y reflètent néanmoins, puisqu'il est divisé en tendances prosoviétique, pro-occidentale et neutraliste.

*Ostpolitik* : politique de rapprochement entre la RFA et l'Europe communiste conduite par le chancelier allemand Willy Brandt dans les années 1970.

*Pacte de Varsovie* : traité d'alliance conclu à Varsovie le 1<sup>er</sup> mai 1955 entre l'URSS, l'Albanie (qui le quittera en 1968), la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la RDA, la Roumanie et la Tchécoslovaquie en réponse au réarmement de la RFA et à son intégration dans l'OTAN. Il est dissous le 1<sup>er</sup> juillet 1991.

*Panafricanisme* : doctrine politique, mouvement tendant à regrouper, à rendre solidaires les nations du continent africain.

*Panarabisme* : doctrine politique visant à unir tous les peuples de langue arabe et à développer entre eux des liens de solidarité.

*Pax Americana* : expression tirée de la formule *Pax Romana* qui désignait sous l'Antiquité la paix maintenue par Rome en Méditerranée. Elle s'applique aujourd'hui à l'ordre soutenu par les Américains, dans ou hors du cadre de l'ONU.

*Perestroïka* : « reconstruction ». Second volet de la politique de changement inaugurée par M. Gorbatchev en URSS, la reconstruction doit conduire à une réforme radicale du système socialiste afin de lui donner toute son

efficacité (voir *Glasnost*).

*Périurbanisation* : processus d'urbanisation des marges des villes ou extension de la ville.

*Pillage des colonies* : Cette expression s'est imposée avec le développement du courant tiers-mondiste dans les années 1950. Les anciennes métropoles, puissances développées, auraient tiré leurs richesses de l'exploitation des colonies. Le pillage dont celles-ci auraient fait l'objet, à l'inverse, serait une des explications de leur sous-développement.

*Plan Marshall* : programme d'aide américain destiné à stimuler la reconstruction de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale, proposé par le général Marshall en 1947 et adopté par le Congrès américain en avril 1948. Il était prévu pour une durée de quatre ans et portait sur une somme de dix-sept milliards de dollars, dont 85 % de dons et 15 % de prêts à long terme.

*Planification* : encadrement (de l'élaboration à la réalisation) de la production et du développement économique par les pouvoirs publics en fonction d'un plan établi à l'avance et non en fonction du marché. Le plan fixe à l'avance (cinq ans s'il s'agit d'un plan quinquennal) les quantités qu'il faudra produire mais il précise rarement quelle doit être la qualité du produit. Dans le cadre des économies de marché, il s'agit d'une planification indicative (ou incitative) qui vise à orienter la production en mettant en place une concertation entre l'État, les entrepreneurs et les syndicats. C'est le cas en France depuis 1946. Dans le cadre des économies socialistes, l'État dirigiste impose une planification impérative dont la rigidité explique en partie les déséquilibres entre les secteurs de production.

*Politique d'assimilation* : volonté de rapprocher les territoires coloniaux de l'administration métropolitaine. Cette politique suppose l'éducation des peuples indigènes pour leur inculquer les valeurs de la République et ainsi les fondre dans la communauté nationale.

*Politique d'association* : acceptation des coutumes locales, qui sont maintenues parallèlement au gouvernement métropolitain. Une place plus ou moins importante est accordée aux anciens pouvoirs locaux en place avant la colonisation.

*Pratique institutionnelle* : manière d'appliquer la Constitution qui découle de la lettre du texte constitutionnel et de l'interprétation qu'en font les hommes politiques.

*Précarité de l'emploi* : la diminution des emplois fixes au profit des emplois moins stables (intérim, CDD...)

*Printemps de Prague* : en 1968 en Tchécoslovaquie, le dirigeant communiste Alexandre Dubcek essaye de libéraliser véritablement le régime, et d'instaurer un « socialisme à visage humain ». En août 1968, les chars du pacte de Varsovie mirent fin à l'expérience en envahissant la Tchécoslovaquie.

*Productivité* : efficacité du travail mesurée par le rapport entre le résultat d'une production et l'ensemble des moyens développés pour y parvenir. C'est donc le rapport entre la production et le temps de travail nécessaire pour la réaliser (productivité du travail), ou entre la production et les moyens techniques ou financiers mis en oeuvre pour la réaliser (productivité du capital).

*Purges* : vague de procès et d'élimination d'opposants supposés dans les « démocraties populaires » à l'époque de Staline. Elles touchèrent aussi bien la population que les membres du parti communiste.

*Purification ethnique* : pratique qui consiste dans un Etat multiethnique à ce qu'une des ethnies « vide » le territoire qu'elle convoite de toute présence d'autres ethnies. Cela s'accompagne de massacres, de viols... comme l'ont fait les Serbes de Milosevic.

*Reconstruction* : la période qui s'étend de 1945 au début des années 1950, pendant laquelle les économies européennes, sinistrées à la fin de la Seconde Guerre mondiale, sont remises sur pied et réorganisées, afin de retrouver puis de dépasser les niveaux de production d'avant-guerre. Différents facteurs expliquent la rapidité de la reconstruction : l'aide américaine (pour les pays de l'Ouest), l'intervention de l'État (notamment par la planification), le soutien d'une demande en croissance, la rénovation des systèmes productifs et la mise en place du système de Bretton Woods.

*Reconversion économique* : action d'adapter une économie à de nouveaux besoins, de la transformer en fonction des développements des technologies nouvelles.

*Référendum* : procédure qui permet au peuple, par un vote, de participer à l'élaboration d'une loi. Dans le cadre de la Ve République, le référendum ne peut porter que sur l'organisation des pouvoirs publics ou l'approbation d'un traité.

*Régime d'Assemblée* : système politique dans lequel le pouvoir législatif domine le pouvoir exécutif.

*Régime des partis* : expression utilisée pour qualifier la IVe République et signifier que les partis qui dominaient l'Assemblée étaient favorisés, au détriment du pouvoir exécutif et des personnalités indépendantes.

*Régime parlementaire* : ce système est caractérisé par la responsabilité du gouvernement devant le Parlement. Certains théoriciens politiques ajoutent à cette condition nécessaire des conditions supplémentaires : par exemple, le vote d'investiture du gouvernement par les députés. C'est ainsi que la nature parlementaire de la Constitution de 1958 est parfois contestée. Le Royaume-Uni, inventeur de ce système, en fournit encore le meilleur exemple.

*Régime présidentiel* : ce système est caractérisé par l'importance et l'indépendance des pouvoirs détenus par le



chef de l'État, généralement élu au suffrage universel. Les États-Unis en sont l'exemple le plus évident puisque le chef de l'État est aussi le chef du gouvernement, concentrant dans une main unique la totalité du pouvoir exécutif. L'exécutif ne dépend pas directement du Parlement ; en contrepartie, le président n'a pas le droit de dissoudre l'Assemblée.

*Re-islamisation* : A partir du début des années 1990, le projet islamiste décline même si la re-islamisation continue ; des jeunes nés dans des familles issues de l'immigration sont sensibles à ce mouvement, relayé par la prédication internationale et Internet.

*Relance* : La politique économique qui vise à sortir d'une crise économique en favorisant la consommation des ménages par des mesures qui permettent d'augmenter les revenus par exemple.

*Révolution islamique* : les musulmans dits intégristes ou fondamentalistes prêchent un retour aux sources de l'islam, ils imposent le port du voile aux femmes et une stricte observance de tous les préceptes et appellent à la guerre sainte, la djihad. En Libye d'abord, puis en Iran en 1979, ils prennent le pouvoir après une sanglante révolution et imposent un régime de terreur.

*Rideau de fer* : image utilisée à l'origine par Churchill pour désigner la division de l'Europe en deux blocs rivaux et dénoncer la domination soviétique sur la partie orientale du continent.

*Rigueur* : politique appliquée par les socialistes à partir de juin 1982 pour tenter d'équilibrer les recettes et les dépenses de l'État : blocage des salaires, augmentation des impôts, lutte contre l'inflation, contrôle des changes.

*Rurbanisation* : diffusion dans l'espace rural d'un habitat, d'infrastructures et d'activités en rapport avec les modes de vie urbains.

*Salarisation* : augmentation des actifs salariés au détriment des travailleurs indépendants, et surtout des exploitants agricoles, dont le nombre a fortement baissé.

*Satellisation* : action de satelliser un pays et son résultat (dépendance). Cette expression est essentiellement utilisée pour qualifier la politique de domination et de mise en tutelle exercée par l'URSS à rencontre des pays de l'Europe de l'Est après la Seconde Guerre mondiale. Cette inféodation a pris fin en 1989.

*Sécularisation* : désigne le passage du religieux au laïque, un des bouleversements les plus marquants de la société française.

*Sécurité collective* : système politique international reposant sur la garantie mutuelle des États contre toute agression et sur la promotion des moyens pacifiques de règlement des contentieux éventuels.

*Self-government* : transfert aux populations colonisées de la responsabilité politique intérieure.

*Séparation des pouvoirs* : principe qui affirme qu'il faut que les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, ne soient pas concentrés dans les mêmes mains (Montesquieu).

*Socialisme* : après l'échec rapide des socialistes « utopiques » qui croyaient possible la création sans délai de communautés idéales, le mouvement socialiste se divise en deux grandes familles. Les réformistes veulent amender la société capitaliste par des réformes graduelles et souhaitent faire l'économie de la révolution. Les marxistes, au contraire, prônent la conquête du pouvoir par la force et appellent les prolétaires à se mobiliser.

*Société du spectacle* : expression forgée à partir du titre de l'ouvrage du situationniste Guy Debord (1967) pour dénoncer la marchandisation du monde et le passage à une société où le spectacle remplace la réalité des rapports humains et aliène l'individu.

*Souveraineté nationale* : indépendance nationale.

*Souverainisme* : conception politique basée sur le principe de souveraineté nationale : seul l'Etat-nation a autorité sur le territoire national. Elle s'oppose donc au *supranationalisme*.

*Sovkhoze* : ferme d'Etat placée sous l'autorité d'un directeur. Chaque travailleur reçoit un salaire fixe comme un ouvrier d'usine.

*Stagflation* : situation économique caractérisée à la fois par l'inflation et la stagnation ou ralentissement de la croissance économique, d'où le chômage. Mais cette notion est contestée aujourd'hui par certains historiens de l'économie.

*Suffrage universel* : critère fondamental de la démocratie, le suffrage universel accorde le droit de vote à tous les citoyens, sous réserve qu'ils aient atteint l'âge de la majorité civile. Cependant, les femmes ont longtemps été privées du droit de vote, qui, en France, leur fut accordé en 1944.

*Supranationalisme ou supranationalité* : principe qui consiste à donner des pouvoirs à une institution communautaire placée au-dessus des institutions nationales, en particulier dans le domaine politique.

*Tiers-mondisme* : dans les pays développés, courant d'opinion sensible à la pauvreté du Tiers-Monde et à la responsabilité du « centre » (les pays riches) dans le sous-développement de la « périphérie ». Très répandu chez les intellectuels de gauche dans les années 1960-70, il s'est considérablement affaibli dans les années 1980.

*Totalitarisme* : système politique reposant sur la terreur, le culte du chef, la puissance absolue du parti unique et de l'État et la volonté de transformer l'homme et la société.

*Union française* : nom donné en 1946 à l'ensemble formé de la République française, de ses anciennes colonies, appelées « territoires associés » et de ses anciens protectorats, appelés États associés. L'Union française disparaît en 1958.

### 3. Le vocabulaire

*Acculturation* : processus par lequel un groupe humain assimile tout ou partie des valeurs culturelles d'un autre groupe humain.

*Alliance atlantique* : alliance défensive signée en 1949 entre les États-Unis, le Canada et les pays d'Europe occidentale, pour contenir l'expansion communiste.

*Allocations familiales* : les prestations financières accordées aux familles ayant au moins deux enfants à charge.

*Al Qaïda* (« la base » en arabe) : mouvement islamiste dirigé par Ben Laden, dont la création est annoncée en 1993 par un communiqué du « Front islamique pour le djihad contre les juifs et les croisés ».

*Amendement* : article modifiant la Constitution américaine.

*Amnistie* (du grec *amnēstia* : pardon, oubli) : annulation de certaines condamnations.

*Antimondialistes* : dans les années 1990, personnes opposées à la mondialisation capitaliste ; au début du XXI<sup>e</sup> s., ils se font progressivement appeler « altermondialistes » (du latin *alter* \ autre) et réclament une autre mondialisation que celle imposée par le capitalisme libéral.

*Apartheid* : système de ségrégation des populations de couleur, séparées systématiquement des Blancs et privées de leurs droits. Ce régime de ségrégation raciale a été conçu en Afrique du Sud par la minorité blanche au début du XX<sup>e</sup> s. et appliqué à partir de l'arrivée au pouvoir en 1948 des blancs d'origine hollandaise, les afrikaners. Ce régime repose sur des lois refusant le droit de vote aux Noirs, les cantonnant dans certains quartiers et leur interdisant de fréquenter certains lieux publics. L'apartheid a été aboli en Afrique du Sud en 1991.

*Apparentements* (loi sur les) : dans un système électoral, il s'agit de la faculté qui est donnée aux listes de se regrouper pour additionner leurs voix et emporter ainsi davantage de sièges.

*Appel de Stockholm* : appel lancé en mars 1950 par le Mouvement mondial de la paix, soutenu par les partis communistes, demandant l'interdiction absolue de l'arme nucléaire. Cet appel rencontra un large écho, notamment dans les milieux intellectuels et artistiques.

*Assemblée constituante* : assemblée élue et rassemblée pour rédiger une constitution. Sa tâche s'achève lorsque la constitution est rédigée puis acceptée par le peuple.

*Assurances sociales* : système de protection garantissant les travailleurs contre la maladie, les accidents du travail, le chômage.

*Autodétermination* : le fait, pour une communauté, de choisir librement son statut politique.

*Automation* : mise en œuvre de systèmes automatiques (machines) fonctionnant sans intervention humaine.

*Autorité palestinienne* : les accords d'Oslo et de Washington (1993) prévoient la création d'une « Autorité palestinienne » qui gèrera les territoires de Cisjordanie et de Gaza.

*Ayatollah* : dans l'islam chiite, un ayatollah est un membre du clergé d'un rang très élevé, reconnu comme tel par les autres membres du clergé en raison de ses connaissances théologiques.

*Ballottage* : à l'issue d'un premier tour de scrutin, situation politique dans laquelle aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue des voix (la moitié des voix plus une). Un deuxième tour est alors nécessaire et le vainqueur est désigné à la majorité relative (celui qui obtient le plus de voix).

*Beatnik* : de l'américain *beat* = battement, par extension : musique rythmée (rock and roll) ; nom donné aux jeunes qui aiment la musique rythmée et qui manifestent, par leurs comportements et leurs vêtements, une volonté de rupture avec la société, de vie en marge.

*Bicamérisme (ou bicaméralisme)* : le système politique comportant deux assemblées législatives.

*Blocus* : ensemble de mesures destinées à couper une ville, un port ou un pays de toute communication avec l'extérieur.

*Boat people* : Viêt-namiens et Cambodgiens fuyant le régime communiste à partir de 1975 et n'hésitant pas à s'embarquer sur des navires de fortune en mer de Chine, au risque de périr dans un naufrage ou d'être massacrés par des pirates.

*Bombe A* : la première bombe atomique - expérimentale - a explosé le 16 juillet 1945 au Nouveau-Mexique (États-Unis). Le principe de la bombe atomique ou « bombe A » repose sur une réaction en chaîne par fission de noyaux lourds d'uranium 239. La bombe de Hiroshima avait une puissance de 14 kilotonnes (1 kt = 1 000 tonnes de TNT).

*Bombe H* : la bombe thermonucléaire ou bombe H repose sur le principe d'une réaction de fusion de noyaux légers d'hydrogène, de lithium ou de tritium. La puissance des bombes H s'exprime en mégatonnes (1 mt = 1 million de tonnes de TNT).

*Casques bleus* : force d'interposition envoyée par l'ONU pour gérer des conflits.

*Charia* : loi islamique qui s'applique au droit des personnes (mariage, héritage, statut de la femme) comme au droit pénal et public, qui prévoit des peines contre les crimes religieux.

*Charte 77* : manifeste proclamé par des intellectuels le 5 janvier 1977 et dénonçant les atteintes aux droits de l'Homme en Tchécoslovaquie.

« *Chienlit* » : mascarade, déguisement grotesque, désordre. Par extension, expression symbolique utilisée par de

Gaule pour désigner les désordres de mai 1968. Elle a parfois été reprise par les contestataires contre son propre auteur.

*Chiisme* : vient de chii'at Ali, qui signifie « la descendance d'Ali ». Le chiisme est l'une des branches de l'islam. Les chiites affirment que le rôle dirigeant de la communauté des croyants (l'oumma) doit revenir à un imam choisi dans la descendance d'Ali, gendre de Mahomet, assassiné par un autre musulman en 661. En 874, le dernier imam descendant d'Ali ayant « disparu », les chiites attendent le retour de l'imam caché, parfois appelé le Mahdi, le « bien guidé ». Ils prônent un retour à l'islam originel. 10% des musulmans du monde.

*Classe politique* : ensemble des hommes politiques d'un pays.

*Cols Blancs* : par opposition aux « cols bleus » désignant les ouvriers, les « cols blancs » sont des salariés qualifiés, qui occupent des tâches d'encadrement ou de gestion. L'essor rapide du secteur tertiaire depuis la Seconde Guerre mondiale a provoqué la montée de ces « cols blancs ».

*Cols bleus* : ouvriers, par opposition avec les cols blancs, employés du secteur tertiaire.

*Commonwealth* : terme anglais signifiant « Communauté d'intérêts ». Ensemble des États et des territoires issus de l'empire britannique reconnaissant entre eux une certaine solidarité. Les États membres du Commonwealth sont indépendants ou liés par un serment d'allégeance à la couronne britannique. Aujourd'hui, le Commonwealth comprend 50 États.

*Comptoir* : établissement commercial éloigné dans un territoire étranger.

*Conseil de sécurité* : organe décisionnel et exécutif de l'ONU (quinze membres dont cinq, les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, siègent en permanence et disposent d'un droit de veto).

*Contras* : contre-guérilla financée par les États-Unis pour lutter contre un régime qu'ils considèrent comme hostile. Désigne surtout les guérilleros hostiles au régime sandiniste mis en place au Nicaragua après la chute du dictateur Somoza (1979).

*Convertibilité* : possibilité pour le détenteur d'une monnaie de l'échanger contre de l'or ou des monnaies étrangères.

*Coopération* : politique d'entente et d'échange entre deux États.

*Coopérations renforcées* : l'accord entre plusieurs États membres de l'Union européenne qui veulent collaborer plus étroitement dans un domaine de leur choix même s'il n'y a pas d'unanimité au sein de l'Union.

« *Corvée de bois* » : pendant la guerre d'Algérie, la pratique consistant à emmener des prisonniers dans un endroit retiré, sous prétexte d'aller chercher du bois, et à les exécuter sur place.

*Crédit à la consommation* : financement à court terme (2 ans maximum) accordé aux consommateurs, soit par le magasin vendeur, soit par un organisme financier en vue de l'acquisition d'un bien de consommation.

*Dayton (accord de)* : en 1995, aidées par les Américains, les forces croates repoussent les forces serbes, une victoire qui débouche sur la signature des accords de principe de Genève (8 septembre 1995) et de New York (26 septembre) entre représentants croates, serbes et bosniaques. L'accord sur le cessez-le-feu entre en vigueur le 12 octobre. Ces textes sont repris pour l'essentiel par l'accord de Dayton conclu le 21 novembre 1995 par le Président bosniaque Alija Izetbegovic, son homologue serbe Slobodan Milosevic et le chef de l'État croate Franco Tudjman. L'accord de Dayton consacre l'intégrité de la Bosnie, mais partage cette dernière en deux entités : la Fédération croato-musulmane (51 % du territoire) et la République serbe de Bosnie (49 %).

*Déficit public* : excédent des dépenses de l'État sur ses recettes ; ce déficit est généralement financé par le recours à la dette.

*Démocratie représentative* : démocratie dans laquelle les citoyens délèguent leur souveraineté à des représentants. Diffère de la démocratie directe où les citoyens exercent eux-mêmes leur souveraineté.

*Dépression* : diminution prolongée du taux de croissance de la production.

*Désinflation compétitive* : politique pratiquée par différents pays, en particulier européens, visant à réduire le plus possible leur taux d'inflation pour améliorer leur compétitivité.

*Dictature* : régime dans lequel un homme, un parti, un groupe dispose de la totalité des pouvoirs sans aucun contrôle populaire et sans que l'opposition puisse exercer une action politique légale.

*Dollar gap* : le manque de ressources financières des États européens après la Seconde Guerre mondiale les empêchant d'importer, en particulier des États-Unis, les biens nécessaires à leur reconstruction.

*Dominion* : ancienne colonie britannique à laquelle la métropole concède l'autonomie interne, et ensuite l'indépendance. Ce statut est concédé d'abord à des colonies de peuplement blanc : Canada (1867), Australie (1900), Nouvelle-Zélande (1907), Afrique du Sud (1910).

*Droit de veto* : quand on recourt au droit de veto, le refus d'un seul pays suffit à interdire une décision : ce système ménage, beaucoup plus que la majorité qualifiée, l'autorité des États. Mais il risque d'aboutir à une paralysie de l'Europe.

*Droite évangélique* : conservateurs américains attachés aux valeurs familiales, patriotiques et religieuses et en partie influencés par une conception traditionnelle du protestantisme.

*Dumping* : stratégie commerciale destinée à conquérir de nouveaux marchés, le dumping consiste à proposer à l'extérieur des prix plus bas que ceux qui sont pratiqués sur le marché national et qui peuvent aller jusqu'à des

ventes à perte.

*Dumping social* : même stratégie que dans le domaine économique. Il s'agit d'attirer des entreprises par des salaires plus bas que dans les autres régions ou pays.

*Écologistes* : défenseurs des milieux naturels (l'écologie étudie les rapports entre les êtres vivants et leur milieu). Par extension, les mouvements politiques écologistes posent le problème de la dégradation que font subir l'industrie et l'urbanisation aux milieux naturels et entendent lutter contre elle.

*Embargo* : interdiction de vente d'un ou de plusieurs produits à un pays (cas de l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie) ou d'achat d'un produit venu d'un pays désigné comme ennemi.

*Épuration* : à l'intérieur d'un parti, d'une administration, d'un corps social, élimination de personnes jugées indésirables ou condamnables. En France, « l'épuration spontanée » qui fit 9 000 morts parmi les individus accusés de collaboration fut suivie d'une « épuration légale » à l'automne 1944 (120 000 condamnations).

*État-nation* : État indépendant qui rassemble des personnes se reconnaissant toutes comme appartenant à une seule nation.

*États voyous* : l'expression utilisée aux États-Unis pour désigner les États soupçonnés d'héberger des terroristes ou de développer des armes de destruction massive.

*Ethnie* : groupe humain dont les membres partagent les mêmes caractères, qui peuvent être d'ordre anatomique (couleur de la peau, taille), mais qui sont le plus souvent d'ordre culturel (langue, croyances, coutumes).

*Eurocorps ou Corps européen* : créé en mai 1992, au Sommet de La Rochelle, sur une initiative franco-allemande, le Corps européen - appelé aussi Eurocorps - réunit cinq pays (Allemagne, Belgique, Espagne, France et Luxembourg) dans une formation multinationale et interarmée pouvant aligner 80 000 hommes en quatre divisions. Il comprend des éléments permanents (la brigade franco-allemande) et des éléments « prédésignés » pour l'emploi. En 1995, le Corps européen est déclaré opérationnel par l'OTAN et devient susceptible d'être engagé dans des opérations. En Bosnie, la brigade franco-allemande participe à la force de stabilisation de la paix (SFOR) de juin 1998 à décembre 1999. Depuis le 3 septembre 2002, l'Eurocorps comprend huit nouveaux pays (Autriche, Finlande, Grèce, Italie, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni et Turquie). Basé à Strasbourg, il doit se transformer en force de réaction rapide européenne, que l'on peut projeter sur un théâtre d'opération lointain.

*Euromissiles* : missiles nucléaires de moyenne portée installés en Europe de part et d'autre du « rideau de fer » dans les années 1980 (SS 20 soviétiques et Pershing II américains).

*Europol* : opérationnel en juillet 1999, Europol, l'Office européen de police, dont le siège est situé à La Haye (Pays-Bas), et qui réunit plus de 200 spécialistes, est un organe de renseignement, d'information et de coordination entre les services compétents des États membres contre la criminalité transnationale (trafic de drogue, réseaux d'immigration clandestine, trafic d'êtres humains, faux monnayage de l'euro, blanchiment d'argent, terrorisme, etc.)

*Exode rural* : mouvement de migration de populations des campagnes vers les villes.

*Fatah (ou Fath)* : mouvement palestinien, créé en 1959 par un jeune ingénieur palestinien, Yasser Arafat, luttant pour la libération de la Palestine.

*Fedayin* : combattant palestinien.

*Fonds structurels* : les instruments de la politique de solidarité financière au sein de la communauté européenne, qui visent à réduire les écarts de développement. Ces aides permettent notamment de financer l'adaptation des structures agricoles et industrielles.

*Fracture numérique* : cassure qui sépare ceux qui disposent et maîtrisent les technologies de l'information (dont Internet) et ceux qui n'y ont pas accès.

*Frères musulmans* : organisation islamiste créée en Égypte 1928 par Hasan al-Bannah, elle a pour vocation de « promouvoir le bien, interdire le mal » et de créer un État islamique dans lequel l'islam serait à la fois « la législation et l'enseignement, la loi et le tribunal ».

*Gauchisme* : pour Lénine, c'est une « déviation » du communisme caractérisé par la volonté de faire la révolution alors que les conditions ne sont pas réunies. À partir de mai 1968, le mot gauchisme désigne les groupes d'extrême gauche (anarchistes, maoïstes, trotskistes) appelant à la révolution contre les fondements bourgeois dans les démocraties occidentales.

*Gaullisme* : courant politique qui veut rassembler les Français autour des principes défendus par le général de Gaulle.

*Gérontocratie* : pouvoir exercé par des vieillards. S'applique au gouvernement de l'Union soviétique après la période Khrouchchev. Figure principale : Brejnev.

*Gosplan* : organisation d'État décidant au sommet de la planification de l'économie soviétique.

*Greenpeace* : mouvement pacifiste opposé aux expériences nucléaires. A particulièrement lutté contre les expérimentations françaises dans le Pacifique. Les services secrets français font couler un de leurs bateaux, le Rainbow Warrior, en décembre 1987, suscitant en Australie et en Nouvelle-Zélande de vives protestations.

*Guérilla* : opérations de harcèlement militaire, d'embuscades, le plus souvent menées par des armées non

régulières ou par des mouvements de libération contre un occupant étranger ou une dictature.

*Guerre des étoiles* : projet lancé par R. Reagan en 1983 visant à mettre en place dans l'espace des satellites capables d'intercepter les missiles adverses.

*Harkis* : soldats musulmans d'Algérie qui ont combattu dans l'armée française ou dans des unités auxiliaires.

*Haute Cour de justice* : cour composée de trois magistrats et de vingt-quatre jurés.

*Hégémonisme* : la situation internationale dans laquelle un État tend à imposer sa domination sur les autres.

*Hippie* : personne qui refuse les valeurs sociales et culturelles de la société de consommation.

« *Horreur* » économique : référence au titre d'un ouvrage récent de Viviane Forrester dénonçant les méfaits de la toute-puissance de l'économie de marché.

*Impeachment* : procédure institutionnelle aux États-Unis mise en œuvre par le Congrès pour obtenir la destitution du Président en cas de trahison ou de forfaiture.

*Implantations juives* : villages créés en Cisjordanie (Judée-Samarie) par des Israéliens qui considèrent cette région comme une partie de la terre d'Israël.

*Imprescriptibilité* : le jugement d'un crime n'a pas de limite dans le temps. En 1964, le crime contre l'humanité, dans sa définition de Nuremberg, est déclaré imprescriptible en France. C'est au nom de ce principe que sont engagées les poursuites contre d'anciens collaborateurs ou fonctionnaires de Vichy. En revanche, les crimes de guerre et les crimes de droit commun sont prescrits au bout de 20 ans.

*Industries culturelles* : les activités de production et de commercialisation de biens culturels (musique, images, arts...) susceptibles d'une reproduction en série.

*Inflation* : l'augmentation du niveau général des prix.

*Instabilité ministérielle* : situation politique dans laquelle les gouvernements, ne pouvant s'appuyer sur une majorité stable, sont fréquemment renversés par l'Assemblée Nationale.

*Intégration économique* : le processus par lequel des États mettent en commun leur politique économique et transfèrent toute ou partie de leur autorité dans ce domaine à un organisme supranational.

*Intifada* (« soulèvement » en arabe) : « guerre des pierres » déclenchée à partir de 1987 par des adolescents palestiniens dans les territoires occupés par Israël.

*Investiture* : système de nomination du chef de gouvernement sous la IV<sup>e</sup> République. Le candidat à la présidence du Conseil demande à l'Assemblée nationale de lui accorder la confiance. Si une majorité de députés la lui accorde, il est « investi ».

*Isolationnisme* : aux États-Unis, doctrine qui préconise la non-intervention du pays dans les affaires qui ne concernent pas directement le continent américain.

*Istiqlal* : parti rassemblant au Maroc, sous l'autorité du sultan, les principales forces luttant pour l'indépendance du pays (Istiqlal signifie indépendance).

*Keynésianisme* : théorie économique forgée par l'économiste John Maynard Keynes, selon laquelle la consommation des ménages constitue le moteur de la machine économique. L'État doit donc adopter une politique de relance et soutenir l'économie en créant des emplois de fonctionnaires, en aidant financièrement les entreprises en difficulté et en pratiquant le déficit budgétaire.

*Khmer rouge* : Khmer signifie « Cambodgien ». La langue khmère est la langue parlée au Cambodge depuis l'Antiquité. Les « Khmers rouges » sont la guérilla communiste qui lutta contre le régime cambodgien pro-américain avant 1975.

*Kolkhoze* : coopérative d'exploitation qui reçoit les terres de l'Etat propriétaire du sol. Le salaire du Kolkhozien dépend du temps de travail et des revenus du kolkhoze.

*Leadership* : la position dominante détenue par un État.

*Libéral* : aux États-Unis, être libéral signifie être favorable à une extension des libertés et des droits des personnes. Les libéraux sont politiquement situés à gauche.

*Libre-échange* : système dans lequel les barrières douanières sont abolies.

*Lobbies* : groupe de pression qui revient en particulier dans le domaine politique.

*Maccarthisme* : la campagne anticommuniste menée aux États-Unis par le sénateur Joseph MacCarthy entre 1950 et 1954 : tous ceux qui sont soupçonnés d'être favorables aux idées communistes donc perçus comme ayant eu des « activités anti-américaines » ou simplement progressistes, sont soumis à des enquêtes policières, font l'objet de mesures de discriminations (la « chasse aux sorcières ») et sont traduits devant une commission d'enquête. En 1954, le maccarthysme est condamné par le Sénat.

*Majorité qualifiée* : quand il y a recours à la majorité qualifiée, il suffit qu'une majorité d'États représentant une majorité d'habitants de l'Europe (selon des taux préalablement décidés) ait voté en faveur d'une décision pour que cette dernière soit adoptée. Un pays ne peut donc pas s'opposer seul à une décision.

*Mandat* : après 1919, un territoire confié par la SDN à des États qui l'administrent en son nom et doivent normalement le conduire à l'indépendance. Les mandats s'appliquent aux territoires de l'empire allemand et de l'empire ottoman confisqués lors des traités de paix et confiés à la France et à l'Angleterre.

*Maoïste* : membre de l'extrême gauche qui se référerait, dans les années 1960-1970, au modèle chinois incarné par

la pensée du « président Mao ». L'échec économique du maoïsme en Chine, la révélation des goulags chinois et cambodgien ont fait disparaître le courant maoïste du paysage politique français.

*Marché commun* : expression couramment utilisée pour désigner la CEE (Communauté économique européenne).

*Marines* : soldats de l'infanterie de marine américaine (ou anglaise).

*Média* : tout support de diffusion massive de l'information (presse, radio, télévision, cinéma, publicité, etc.)

*Medicare* et *Medicaid* : programme d'assistance aux plus pauvres, lancé aux États-Unis par le président Kennedy dans le cadre de la « Nouvelle Frontière » et développé après lui par le président Johnson dans le cadre de la « Grande Société ». Il comporte deux volets :

- Medicare, une assurance-maladie en faveur des personnes âgées,
- Medicaid, une aide à tous les économiquement faibles.

*Mendésisme* : courant politique qui naît en 1953 en faveur des idées exposées par P. Mendès France dans un article de *L'Express* : renouveau de la vie politique, rigueur morale et intellectuelle, modernisation économique et sociale.

*Métropole* : État européen possédant des colonies.

*Monétarisme* : doctrine préconisée par l'École de Chicago et plus particulièrement par Milton Friedman pour qui l'inflation est la cause essentielle de la dépression. Pour juguler l'inflation, il faut freiner la création de monnaie et limiter les crédits en pratiquant des taux d'intérêt élevés.

*Motion de censure* : sous la Ve République, proposition déposée par au moins 10 % des députés, provoquant la démission du gouvernement si elle est acceptée à la majorité absolue des députés.

*Moujahid ou moudjahiddine* : militant des mouvements nationalistes ou islamiques. Désigne d'abord les combattants musulmans en Afghanistan contre les Soviétiques.

*Multimédia* : combinaison, autour d'un ordinateur, de plusieurs systèmes d'information (logiciels et banques de données informatisées sur CD-Rom, DVD ou reliées par câble ou satellites).

*Néo-Destour* : mouvement fondé en Tunisie en 1934 par Habib Bourguiba pour obtenir l'indépendance du pays et pour y instaurer un régime laïc et moderne (Destour signifie Constitution).

*Norme* : dans une économie planifiée, la norme correspond à la quantité de biens qu'un travailleur doit produire en un temps donné ; si on élève la norme, cela équivaut à une exigence de travail supplémentaire, à une accélération des cadences.

*Nouvelle économie* : économie dominée par les nouvelles technologies de l'information comme Internet.

« *Nouvelle frontière* » : dans l'histoire des États-Unis, le mot *frontier* (« frontière ») désigne le front pionnier qui, au XIXe s., a traversé le pays d'est en ouest, jusqu'à l'occupation et la mise en valeur de l'ensemble du territoire. La « nouvelle frontière » est la politique lancée par le Président démocrate J. F. Kennedy en 1960, destinée à lutter contre la pauvreté et les discriminations raciales dans la société américaine.

*Numérique* : représentation de données d'informations au moyen de caractères, généralement des chiffres.

*Ordonnance* : l'acte pris par le gouvernement ayant force de loi, mais non soumis au vote du Parlement.

*Pacte atlantique* (ou Traité de l'Atlantique Nord) : le traité de défense militaire signé en avril 1949 entre les États-Unis, le Canada et des pays d'Europe de l'Ouest. Il est complété en 1950 par une organisation militaire, l'OTAN, Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

*Pacte de Bagdad* : l'alliance militaire signée en 1955 qui rassemble autour des États-Unis des pays du Golfe Persique pour protéger le Moyen-Orient de l'influence soviétique. En 1959, il prend le nom de CENTO (Central Treaty Organization) après la défection de l'Irak.

*Pactomanie* : vague de pactes, multilatéraux ou bilatéraux, signés par les États-Unis entre 1947 et 1955 pour constituer leur bloc.

*Palestiniens* : après 1948, le terme désigne les réfugiés musulmans ou chrétiens, qui ont quitté Israël pour s'installer dans les pays arabes voisins.

*Parcellisation du travail* : division très poussée du travail ; l'activité du travailleur ne concerne qu'une fraction infime du processus de production.

*Parlement européen* : siège une fois par mois au palais de l'Europe à Strasbourg. Son secrétariat général est établi au Luxembourg. Avant 1979, les membres du Parlement européen étaient désignés par les Parlements nationaux. Ils sont aujourd'hui élus au suffrage universel proportionnel, sauf en Grande-Bretagne où le suffrage est majoritaire.

*Parti Baas* : mouvement nationaliste arabe (Ba 'th signifie résurrection) né dans les années 1940 et influencé par les idées socialistes.

*Parti des « 75 000 fusillés »* : qualificatif que s'est attribué le parti communiste français après la guerre. Le chiffre de 75 000 résistants communistes fusillés est mensonger et résulte d'une volonté de mystification politique. L'ensemble des fusillés, toutes appartenances politiques confondues, est de 25 000 pour toute la guerre.

*Partition* : division de l'Inde anglaise en 1947 en deux États sur une base religieuse, un État majoritairement

hindouiste, l'Union indienne et un État majoritairement musulman, le Pakistan, composé d'un Pakistan occidental, l'actuel Pakistan et d'un Pakistan oriental, l'actuel Bangladesh.

*Partnership* : en 1962, le président Kennedy propose de substituer au leadership de son pays, un *partnership* (partenariat) afin que l'Alliance atlantique repose sur deux « piliers » égaux, les États-Unis et l'Europe occidentale. Il exige cependant que les forces nucléaires de l'Alliance soient sous contrôle américain, ce qui détermine le refus français.

*Patriote* : personne qui aime son pays et combat pour le défendre.

*PHARE* : le programme de l'Union européenne au bénéfice des pays d'Europe centrale et orientale, destiné à favoriser le développement de liens politiques et économiques plus étroits avec l'Union européenne. Il permet de financer l'assistance au processus de transformation économique, le renforcement des sociétés démocratiques et l'aide à l'intégration dans l'Union européenne des pays ayant vocation à y adhérer.

*Pieds-noirs* : surnom donné aux colons d'origine européenne installés en Algérie.

*Politique conjoncturelle* : politique conduite en fonction des circonstances.

*Politique d'intégration* : multiplication des liens d'interdépendance entre les différents États de l'Union européenne.

*Politique ségrégationniste* : politique basée sur le principe de séparation des races ou des ethnies.

*Populisme* : courants politiques qui proposent, dans un langage populaire, une vision manichéenne du monde et de la société. Les solutions proposées par leurs porte-parole, qui affirment incarner « les vrais soucis » du peuple, sont simplistes. Ils peuvent se situer à droite et à gauche mais ils proposent tous un recours à des solutions radicales et démagogiques.

*Pouvoirs régaliens* : les prérogatives de l'Etat, en particulier celle d'émettre de la monnaie.

*Prestations sociales* : sommes versées au titre d'une législation sociale.

*Prélèvements obligatoires* : ensemble des impôts et des prestations sociales (versées aux organismes de protection sociale).

*Primaire* : premier tour des élections permettant de dégager deux candidats (ou deux listes) principaux, en compétition directe lors du deuxième tour.

*Proletariat* : dans l'Antiquité romaine, ce terme désigne les citoyens les plus pauvres. Dans le vocabulaire marxiste, il désigne l'ensemble de la classe ouvrière. En réalité, le mot doit être réservé aux ouvriers sans qualification de la grande industrie ou aux travailleurs à domicile sans protection.

*Protectorat* : territoire ou un État qui dépend d'une métropole, mais qui conserve son gouvernement, ce qui lui assure une certaine autonomie interne.

*Putsch* : ce mot allemand, signifiant à l'origine « bagarre », désigne un soulèvement armé destiné à conquérir le pouvoir.

*Quart-Monde* : pays du Tiers-Monde qui, ne possédant pas de ressources pétrolières, ont vu leurs difficultés économiques s'accroître depuis les chocs pétroliers (ex. : les PMA, pays moins avancés). Par extension, catégories sociales déshéritées au sein des pays riches.

*Quatrième pouvoir* : surnom donné, à la presse en raison de sa puissance, dans les démocraties libérales (surtout aux États-Unis).

*Question de confiance* : le gouvernement engage sa responsabilité devant l'Assemblée Nationale pour mesurer son adhésion à la politique qu'il mène. Elle provoque la démission du gouvernement si la majorité des députés ne vote pas sa confiance au gouvernement.

*Réforme agraire* : partage des grandes propriétés en petites propriétés ; les grands propriétaires sont expropriés.

*Représailles graduées* : la doctrine stratégique définie en 1962 par le général Mac Namara qui se substitue à celle des représailles massives. Elle prévoit qu'en cas d'attaque dont serait victime le bloc occidental, les États-Unis devraient répondre de façon proportionnée.

*Représailles massives* : la doctrine stratégique américaine en vigueur entre 1954 et 1962 qui prévoit que toute attaque du bloc occidental venant du bloc de l'Est, doit recevoir une riposte nucléaire totale.

*République impériale* : le terme forgé aux États-Unis dans les années 1960-1970 pour critiquer la propension du gouvernement à constituer de fait un empire informel contre la menace communiste et à multiplier les interventions à l'étranger.

*Réservistes* : sous les IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> Républiques (jusqu'en 1996), tous les appelés ayant effectué et terminé leur temps de service militaire étaient placés dans la réserve des forces armées et pouvaient donc être rappelés en cas de nécessité. C'est ce qui se passe en 1956, au moment de la guerre d'Algérie.

*Samizdat* : mot russe qui signifie auto-édition. Ensemble de moyens utilisés en Union soviétique et dans les pays de l'Est pour diffuser clandestinement les ouvrages interdits par la censure. Le terme s'applique également pour désigner l'ouvrage interdit.

*Sandinistes* : révolutionnaires nicaraguayens de la fin des années 1970 qui se réclament d'Augusto Sandino, assassiné en 1934 par la famille rivale des Somoza (celle-ci reste au pouvoir au Nicaragua jusqu'en 1979).

*Scandale politico-financier* : scandale financier impliquant un homme ou un parti politique qui détourne des

fonds publics pour un usage privé.

*Schengen* : les Accords de Schengen (1985) et la Convention d'application de Schengen (1990) sont entrés en vigueur en 1995 dans sept pays (France, Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Espagne et Portugal), en 1997 en Autriche et en 1998 en Italie et partiellement en Grèce. L'objectif est la suppression des contrôles systématiques des personnes aux frontières intérieures pour tous les ressortissants de l'espace Schengen et les ressortissants des pays tiers.

*Scrutin proportionnel* : scrutin pour lequel les sièges en jeu sont répartis entre les différentes listes de candidats en fonction de la proportion de voix qu'elles ont obtenues.

*Scrutin uninominal à deux tours* : ce scrutin permet de dégager des majorités claires et favorise les grands partis. Pour être élu au 1<sup>er</sup> tour, le candidat doit obtenir la majorité absolue. Si elle n'est pas atteinte, les candidats ayant obtenu 12,5 % des voix lors du 1<sup>er</sup> tour, s'affrontent au 2<sup>e</sup> tour. Le candidat ayant obtenu le plus de voix l'emporte (majorité relative).

*Sécurité sociale* : l'ensemble des mesures législatives et administratives permettant de garantir les droits des personnes et des familles contre certains risques sociaux qui sont regroupés en quatre domaines (assurance maladie, maternité, invalidité, décès ; assurance accidents du travail ; assurance vieillesse et assurance veuvage ; prestations familiales). Ce système est né d'une ordonnance du 4 octobre 1945.

*Service de la dette* : intérêts payés par les pays du Tiers monde au du FMI et aux organismes de la banque mondiale.

*Shah* : nom traditionnel donné au souverain en Perse.

*Shoah* : « désastre » en hébreu. Mot qui s'applique au seul génocide du peuple juif par les nazis : la volonté délibérée de faire disparaître entièrement ce peuple et sa culture de façon à ce qu'il n'en reste aucune trace.

*Sionisme* : de Sion, colline qui domine Jérusalem. Mouvement fondé à Vienne à la fin du XIX<sup>e</sup> s par Theodor Herzl et prônant le retour des juifs en Palestine et la constitution d'un Etat.

*Sitcom* : l'expression forgée à partir de la contraction de « comédie de situation » qui désigne des séries télévisées.

*Sit-in* : manifestation non violente consistant à s'asseoir par terre pour occuper les lieux publics.

*Socialisme à visage humain* : l'idée d'une autre voie que le socialisme stalinien, développée en Tchécoslovaquie dans les années 1960 et fondée sur le respect des droits de l'homme et sur la démocratisation du système socialiste.

*Solidarność* : « Solidarité ». Nom du syndicat polonais indépendant et autogéré fondé par les ouvriers des chantiers navals de Gdańsk en 1980, dissous en 1982, et légalisé en 1989. Sous la conduite de Lech Wałęsa, il a mené, à partir de 1980, la contestation contre le pouvoir communiste.

*Sous-développement* : situation dans laquelle la croissance est trop faible voire nulle pour permettre une amélioration de conditions de vie déjà précaires de l'ensemble d'une population. Souvent couplé à une croissance démographique forte.

*Sputnik* : le premier satellite artificiel lancé dans l'espace par l'URSS en 1957.

*Sunnisme* : courant majoritaire de l'islam qui en s'appuyant sur l'ensemble des paroles, des actions de Mahomet entend représenter l'orthodoxie musulmane.

« *Sur-attentat* » : action de faire exploser plusieurs bombes à quelques minutes d'intervalle, afin de tuer survivants et secouristes.

*Taliban* (mot d'origine arabe désignant des « étudiants en religion ») : nom donné à une guérilla qui instaure, de 1996 à 2001, en Afghanistan, un régime de terreur islamiste (interdiction pour les femmes de travailler et pour les filles d'aller en classe, instauration d'un « ministère de la Promotion de la vertu et de la Répression du vice »). Ce régime, qui accueille Ben Laden et ses hommes, s'effondre en quelques semaines lors de l'intervention américaine, fin 2001.

*Tchéchènes* : peuple non russe et de religion musulmane, vivant dans le nord du Caucase. Conquis par la Russie au milieu du XIX<sup>e</sup> s., il fut déporté par ordre de Staline en Asie centrale de 1941 à 1959, il est depuis revenu sur son territoire d'origine.

*Technocratie* : se dit d'une organisation fondée sur le pouvoir des techniciens et sur l'importance accordée aux questions techniques au détriment des enjeux sociaux et humains.

*Termes de l'échange* : rapport entre la valeur des importations et des exportations au cours d'une année. Il permet d'apprécier l'évolution d'un pays dans l'échange international en quantifiant le pouvoir d'achat que lui procure l'effort productif qu'il réalise à l'exportation. Ce rapport montre, en général, une détérioration de la situation des pays les plus pauvres, exportateurs d'un ou de quelques produits primaires.

« *Terres vierges* » : terres du Kazakhstan (steppe), que Khrouchtchev a tenté, sans grand succès, de mettre en valeur.

*Territoires occupés* : ensemble des territoires dont Israël a pris le contrôle après la guerre des Six Jours (1967) : Cisjordanie (Judée et Samarie), péninsule du Sinaï, hauteurs du Golan en Syrie et bande de Gaza.

*Traité d'Amsterdam* : signé le 2 octobre 1997 et appliqué depuis le 1<sup>er</sup> mai 1999, c'est le premier traité européen



essentiellement consacré aux droits de la personne (les autres traités ayant majoritairement trait aux questions économiques). Ce traité aborde cinq thèmes principaux : 1) La prise en compte de l'emploi ; 2) Le développement des droits du citoyen ; 3) Libre circulation et sécurité ; 4) L'Europe dans le monde ; 5) Réformes du système institutionnel.

*Traité de Maastricht* : traité sur l'Union européenne signé le 7 février 1992, prévoyant, après ratification dans chacun des États, une union économique et monétaire ainsi qu'une politique étrangère et une défense communes.

*Traité de Rome* : traité qui crée la CEE le 25 mars 1957.

*Triangulaire* : élection dans laquelle s'affrontent trois candidats. Le maintien d'un troisième candidat dans l'un des deux camps peut perturber l'élection et faire élire un candidat adverse, minoritaire en valeur absolue.

*Tripartisme* : à la Libération, coalition des trois partis qui dominent la vie politique française : communistes (PCF), socialistes de la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) et démocrates-chrétiens (MRP). Elle dirigea le gouvernement français de janvier 1946 à mai 1947.

*Troisième force* : au début de la IV<sup>e</sup> République, coalition de partis politiques, à l'exception des communistes et des gaullistes.

*Trotskisme* : courant politique marxiste créé par Léon Trotski dans les années 1930, qui considère que Staline et les communistes liés à l'URSS (les « staliniens ») ont trahi l'idéal révolutionnaire de 1917.

*Vatican II* : le concile de l'Église catholique qui s'est tenu de 1962 à 1965 et qui impose une série de réformes : ouverture vers les autres cultes, modernisation générale de l'Église...

*Veto* : droit de s'opposer seul et donc de bloquer une décision.

*Viêt-cong* : abréviation de Vietnam et de *congsan* : « rouge ». Nom donné aux combattants communistes au Vietnam du Sud pendant la guerre du Vietnam.

*Viêt-minh* : ligue pour l'indépendance du Vietnam, fondée en 1941 par Hô Chi Minh.

*Viêt-minh* : abréviation de Viêt-nam Dộc Lập Đông Minh Hôi, Ligue pour l'indépendance du Viêt-nam, fondée par Hô Chi Minh (communiste) en mai 1941. Ce front s'est efforcé de rallier les nationalistes, quelle que soit leur tendance politique, dans le but de chasser les Japonais et les Français du Vietnam.

*Wahhabisme* : mouvement politico-religieux né en Arabie au milieu du 18<sup>e</sup> s., de la prédication de Ibn Abd El-Wahhab. Il prône le retour à l'islam primitif. Il interdit le culte des saints, le tabac, la musique, la proximité publique entre hommes et femmes, impose le port de la barbe « islamique » et proclame la guerre sainte contre les musulmans « tièdes » ou hérétiques (les chiïtes).

*Watergate* : siège du parti démocrate américain, l'immeuble a été l'objet d'écoutes illégales commandées par le président en exercice Richard Nixon. La révélation du scandale a abouti à la démission de Nixon en 1974.

## 4. Les sigles

ACP : Pays d'Afrique-Caraïbes-Pacifique

AELE : Association européenne de libre-échange, initiée par le Royaume-Uni en 1959 face à la CEE, avec la Suisse, le Portugal, la Norvège, la Suède, le Danemark et l'Autriche. La Finlande et l'Irlande ont adhéré ultérieurement.

ANZUS : Traité de défense entre l'Australie (A), la Nouvelle-Zélande (NZ) et les États-Unis (US) (1951).

ASEAN: Association des nations du Sud-Est asiatique. Regroupe des pays non communistes à partir de 1967.

BERD : « Banque européenne pour la reconstruction et le développement », créée en 1990, aux capitaux d'origine américaine, japonaise et surtout européenne. Elle doit favoriser le passage à l'économie de marché en Europe centrale et dans la CEI. Son siège est à Londres.

BIRD : Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Créée en 1945 après avoir participé à la reconstruction de l'après-guerre, elle aide aujourd'hui les pays en développement (Banque mondiale).

CAEM : Conseil d'aide économique mutuelle, créé en janvier 1949 pour organiser l'économie des pays socialistes et dirigé par l'URSS. Il comprend en 1950 l'URSS, la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie. S'y ajoutent, la Yougoslavie en 1964, la Mongolie extérieure en 1962, Cuba en 1972, le Viêt-nam en 1978. L'intégration des économies, sur la base de principes communs et de la coordination de la production et de la recherche, reste limitée jusqu'en 1960 et les termes de l'échange sont très favorables à l'URSS. À partir de 1960, « la division socialiste du travail » prend plus d'ampleur, avec la création d'instances communautaires et la spécialisation et la complémentarité des économies des pays membres. Il est dissous en juin 1991. (Connu aussi sous le sigle anglais : COMECON.)

CDD : contrat à durée déterminée

CDI : contrat à durée indéterminée

CD-Rom (Compact Disc Read Only Memory, Rom est la mémoire morte fixée une fois pour toutes) : le CD-Rom permet de stocker en grande quantité des textes, des images, des sons combinés dans un hypertexte et lisibles par ordinateur.

CECA: Communauté européenne du charbon et de l'acier. Créée en 1951 à la suite du plan Schuman. Elle regroupait la France, la RFA, l'Italie et les pays du Benelux. Ses institutions ont fusionné en 1967 avec celles de la CEE.

CED : Communauté européenne de défense. La tentative faite en 1952 par les six pays de la CECA d'intégrer leurs forces militaires sous l'autorité d'un état-major supranational. Elle échoue en raison du refus du Parlement français en 1954, l'opposition à la CED venant principalement des gaullistes et des communistes.

CEE: Communauté économique européenne (traités de Rome, 1957).

CEEA (ou Euratom) : Communauté européenne de l'énergie atomique.

CFDT : Confédération française et démocratique du travail. Organisation syndicale fondée en 1964 par la majorité des adhérents de la CFTC qui se prononcent alors pour l'abandon du caractère confessionnel de leur syndicat. Elle compte près de 900 000 membres.

CFTC : Confédération française des travailleurs chrétiens. Organisation syndicale d'inspiration chrétienne fondée en 1919. En 1964, la majorité de ses adhérents la quittent pour créer la CFDT.

CGT : Confédération générale des travailleurs

CGT-FO : Confédération générale des travailleurs-Force ouvrière

CIA : sigle de Central Intelligence Agency, Agence centrale de renseignements créée par Truman en 1947. Elle agit dans les domaines suivants : espionnage, contre-espionnage, action psychologique, opérations clandestines hors du territoire américain.

CIL : Compagnie internationale de l'informatique, société fondée en 1966 avec les encouragements du général de Gaulle dans le but de préserver l'indépendance nationale dans un secteur clé pour l'avenir de la France.

CNUCED : Conférences des Nations unies pour le commerce et le développement. Elles réunissent les pays du Nord et du Sud à partir de 1964, en principe tous les quatre ans.

CRS : Compagnie républicaine de sécurité

DATAR : « Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale », créée en France en 1963.

ENA : (École nationale d'administration), l'établissement public fondé en 1945 et chargé de recruter sur concours et de former les cadres supérieurs de l'administration française. En 1993-1994, elle a été en partie transférée à Strasbourg, où elle est désormais installée.

FEOGA : Fonds européen d'orientation et de garantie agricole mis en place en 1962. Il a en charge la politique agricole commune (PAC). Ses ressources sont constituées de prélèvements obligatoires, de droits de douane perçus aux frontières externes et depuis 1971, d'une fraction de la TVA de chaque État membre. Jusqu'en 1992, son objectif principal est le soutien aux prix des produits agricoles européens.

FLN : Front de libération nationale ; le mouvement nationaliste algérien fondé en novembre 1954.

FMI: Fonds monétaire international (1946). Son objectif initial était de maintenir la stabilité monétaire. Il

fournit des prêts aux pays en développement.

FN : Front national

FORPRONU : Force de protection des Nations Unies.

G7-G8 : le G7 regroupe les sept pays les plus riches du monde depuis 1975 (Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Italie, Grande-Bretagne, Canada) ; le G8 leur associe la Russie depuis 1997. Le président de l'UE est associé aux sommets du G8.

G20 (ou G23) : alliance occasionnelle, autour de la Chine, de l'Inde et du Brésil, d'une vingtaine de pays émergents qui veulent promouvoir leurs intérêts économiques face aux pays développés.

GATT: General Agreement on Tariffs and Trade ; en français, accord général sur le commerce et les tarifs douaniers. Série d'accords multilatéraux conclus à partir de 1947, au cours de « rounds » de négociations, pour libéraliser le commerce international. Remplacé par l'OMC depuis 1995.

GI's : De l'américain Government Issue (fourniture du gouvernement), soldats de l'armée américaine.

GPRF : Gouvernement provisoire de la république française (juin 1944-janvier 1947). Nom pris à Alger par le Comité français de libération nationale, présidé par de Gaulle, après l'unification des Résistances françaises. Reconnu officiellement par les gouvernements alliés en octobre 1944, il poursuit la guerre et participa à la signature de la capitulation de l'Allemagne. Sur le plan intérieur, il réalisa l'épuration et procéda à d'importantes nationalisations avant de faire place à la IV<sup>e</sup> République.

HLM : Habitation à loyer modéré

IDS : initiative de défense stratégique. Projet présenté par le président américain R. Reagan, en 1983 et connu sous le nom de « Guerre des Étoiles ».

KGB : Komitet Gosudarstvennoy Bezopasnosti, « Comité pour la Sécurité de l'État », organisme de surveillance politique, de répression policière, d'espionnage et de contre-espionnage instauré en 1954. Il reprend les fonctions du MGB, fondé en 1946, successeur de la Tcheka, créée le 7 décembre 1917, du Guépéou (1922) et du NKVD (1934). Le KGB est dissous en 1991 (remplacé par le FSB).

MRP : Mouvement républicain populaire, fondé pendant l'Occupation par des résistants, il s'apparente à une démocratie chrétienne mais apparaît souvent comme un rempart modéré face aux partis de gauche. Son appartenance à la « troisième force » le fait participer à de nombreux gouvernements sous la IV<sup>e</sup> République. Ce mouvement disparaît au début de la V<sup>e</sup> République.

NASDAQ : National Association of Securities Dealers Automated Quotation, marché d'actions entièrement automatisé et sans réelle localisation géographique.

NOEI : Nouvel ordre économique international. Revendication des pays du tiers-monde qui souhaitent établir des exceptions aux lois du marché international afin de mieux prendre en compte les intérêts des pays pauvres.

OAS : « Organisation de l'armée secrète ». Mouvement clandestin et terroriste fondé en février 1961 par P. Lagailarde, qui regroupe les partisans les plus extrémistes de l'Algérie française. Elle est responsable de plusieurs attentats sanglants en Algérie et en France. Elle est interdite en décembre 1961.

OCDE: Organisation de coopération et de développement économique. Créée en 1961, elle remplace l'OECE et s'élargit au-delà de l'Europe.

OEA : Organisation des États américains fondée en 1948.

OECE : Organisation européenne de coopération économique. Créée en 1948, elle permet la coordination entre les 17 pays qui avaient accepté le plan Marshall.

OLP: Organisation de libération de la Palestine. Créée à Jérusalem en 1964, elle a pour objectif la création de l'État palestinien. Elle regroupe plusieurs mouvements dont le plus important est le Fatah qui était dirigé par Yasser Arafat.

ONG : Organisation non gouvernementale

OPEP: Organisation des pays exportateurs de pétrole, fondée en septembre 1960 par les cinq principaux producteurs: Venezuela, Iran, Irak, Arabie Saoudite, Koweït, réunis à Bagdad pour étudier les moyens de protéger leurs revenus. Peu à peu, l'OPEP regroupe les grands producteurs du Tiers monde. En 1968, trois d'entre eux: l'Arabie Saoudite, l'Irak et le Koweït participent à la fondation de l'OPAEP, organisation des pays arabes exportateurs de pétrole, indépendante de la précédente.

OS : Ouvrier spécialisés. Désigne en réalité des ouvriers peu qualifiés

OTAN: Organisation du traité de l'Atlantique nord. Créée en 1949 pour permettre la participation américaine à la défense de l'Europe occidentale contre la menace soviétique.

OTASE: Organisation de l'Asie du Sud-Est. Créée par le pacte de Manille en 1954 pour s'opposer à la progression communiste dans la région et regroupant les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Thaïlande, les Philippines, le Laos, le Sud Viêt-nam, ces deux derniers jusqu'en 1975. Dissoute en 1977.

OUA: Organisation de l'unité africaine.

PAC : Politique agricole commune ou « Europe verte ». Marché commun agricole, fondé en avril 1962, sur le libre-échange des produits. Un niveau commun des prix pour les producteurs, une solidarité financière en faveur

des agriculteurs des différents pays, le libre accès du consommateur aux meilleurs produits (facteur de qualité) et sur la préférence communautaire. La politique agricole commune vise à relever, par un système de taxes variables appelées « prélèvements » les prix des produits importés au niveau des prix européens. À l'inverse, elle accorde des primes à l'exportation aux agriculteurs capables de pratiquer des prix concurrentiels sur le marché mondial.

PACS : Pacte civil de solidarité. Voté en 1999, il s'agit d'un contrat conclu entre deux personnes majeures, de sexe différent ou de même sexe, pour organiser leur vie commune. Il crée des droits et obligations pour les partenaires, notamment « une aide mutuelle et matérielle ».

PCC : Parti communiste chinois

PCF : Parti communiste français fondé en décembre 1920 au Congrès de Tours avec l'éclatement de la SFIO.

PCUS : Parti communiste de l'Union soviétique.

PECO : Pays d'Europe centrale et orientale.

PESC: Politique étrangère et de sécurité commune. Ses objectifs ont été définis par le traité de Maastricht de 1992 : sauvegarder les valeurs communes, les intérêts fondamentaux et l'indépendance de l'UE ; renforcer la sécurité de l'UE et de ses États membres sous toutes ses formes ; maintenir la paix et renforcer la sécurité internationale ; promouvoir la coopération internationale ; développer et renforcer la démocratie et l'État de droit ainsi que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le monde. Les dispositions de la PESC ont été révisées par le traité d'Amsterdam et par le Conseil européen de Nice (2000) qui a initié la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD).

PME : Petites et moyennes entreprises (moins de 250 salariés).

RDA : République démocratique allemande (Allemagne de l'Est), de 1949 à 1990.

RFA : République fédérale d'Allemagne (Allemagne de l'Ouest), de 1949 à 1990.

RMI : Revenu minimum d'insertion, créé en France en 1988 pour venir en aide aux populations les plus démunies : chômeurs en fin de droits, travailleurs précaires...

RPF : Rassemblement du peuple français, mouvement fondé par de Gaulle en 1947 et dissous par lui en 1953.

RPR : Rassemblement pour la République créé par Jacques Chirac en 1976.

SALT: Strategic Arms Limitation Talks. Accords de limitation quantitative des armes stratégiques signés par les États-Unis et l'URSS ; en 1972, SALT I, à Moscou entre Brejnev et Nixon ; en 1979, SALT II, à Vienne entre Brejnev et Carter ; SALT III projet repoussé après l'intervention soviétique en Afghanistan.

SFIO: Section française de l'Internationale ouvrière fondée en 1905. En 1920, elle affirme une volonté réformiste, contrairement aux communistes révolutionnaires qui créent le PCF. En 1971, la SFIO est intégrée dans un Parti socialiste renoué par François Mitterrand.

SME : Système monétaire européen. L'accord monétaire signé en 1979 liant entre elles les monnaies des États européens participants, en encadrant leurs fluctuations par rapport à un cours pivot.

SMIC : Salaire minimum interprofessionnel de croissance, indexé sur la croissance (créé en 1969) et dont le niveau est fixé annuellement par le gouvernement..

SMIG : Créé en 1950, le Salaire minimum interprofessionnel garanti (indexé sur 213 articles) assurait un revenu minimum aux salariés les plus défavorisés.

START : Accord de désarmement signé entre les États-Unis et l'URSS en 1991, prévoyant l'élimination d'un tiers des missiles longue portée.

TNP : Traité de non-prolifération des armes nucléaires mis en place en 1968 à l'initiative des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'URSS. Cet accord a pour but de limiter le « club » des puissances nucléaires : les possesseurs d'armes nucléaires qui signent le TNP s'engagent à ne pas aider d'autres pays à en acquérir. Actuellement, tous les États détenteurs d'armes nucléaires n'ont pas signé ce traité (ex. : Pakistan, Inde, Israël).

TGV : Train à grande vitesse

UDF : Union démocratique française. Parti créé en 1978 par la fédération de plusieurs courants de la droite modérée et du centre, apportant leur soutien au président de la République Valéry Giscard d'Estaing, élu en 1974.

UE: Union européenne, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1993. Créée par le traité de Maastricht, elle se substitue à la CEE.

UEO : Union de l'Europe occidentale (1954). Organisation de défense strictement européenne, faisant partie actuellement de l'OTAN.

UNR/UDR : Union pour la nouvelle République, parti qui rassemble les gaullistes entre 1958 et 1962. De 1962 à 1967, il prend l'appellation d'UNR-UDT (Union démocratique du travail) puis celle d'UD Ve (Union des démocrates pour la Ve République). De 1968 à 1971, le parti gaulliste devient l'UDR, c'est-à-dire l'Union pour la défense de la République, transformée de 1971 à 1976, en Union des démocrates pour la République. En 1976, il disparaît pour laisser la place au RPR.